

# **LAGARDERE ACTIVE BROADCAST**

Société Anonyme Monégasque au capital de 24 740 565 euros  
Siège Social : 57, rue Grimaldi - MC 98000 MONACO  
R.C.I. 56 S 448 MONACO

## **RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

**EXERCICE 2009**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

**DU 7 MAI 2010**

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### ***Président Délégué***

Didier QUILLOT

### ***Administrateurs Délégués***

Jean-Pierre COTTET  
Edward RUSSO

### ***Administrateurs***

Thierry FUNCK-BRENTANO  
Pierre LEROY  
Thierry ORSINI  
LAGARDERE ACTIVE représentée par Alexandre BOMPARD  
HACHETTE SA représentée par Dominique D'HINNIN

### ***Commissaires aux comptes titulaires***

Claude PALMERO  
François BRYCH

### ***Réviseur***

MAZARS

## LAGARDERE ACTIVE BROADCAST

Société Anonyme Monégasque au capital de 24 740 565 €  
Siège social : 57 rue Grimaldi – 98000 MONACO  
RCI MONACO 56 S 448

### ATTESTATION DU PRESIDENT DELEGUE

#### RAPPORT FINANCIER ANNUEL – EXERCICE 2009

*« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion (ci-joint figurant en pages 3 à 7) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées ».*

Paris, le 26 avril 2010

Didier QUILLOT



Cette page est laissée intentionnellement blanche.

# RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Exercice 2009

Lagardère Active Broadcast constitue le pôle audiovisuel de Lagardère Active. Ses activités s'exercent dans les domaines de la radio, des chaînes thématiques et de la production et distribution audiovisuelles.

Le chiffre d'affaires consolidé de Lagardère Active Broadcast s'est élevé au cours de l'exercice 2009 à 407 millions d'euros, contre 519 millions d'euros en 2008.

Le résultat consolidé avant charges financières et impôts a été arrêté à 2,5 millions d'euros, contre 89,4 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Le résultat net consolidé part du groupe ressort à - 23,2 millions d'euros, contre 59 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Le résultat de la société mère Lagardère Active Broadcast est en bénéfice de 10,4 millions d'euros, contre 67,6 millions d'euros au 31 décembre 2008.

## Radio

La radio représente 13,8 % du chiffre d'affaires de Lagardère Active, dont 39 % à l'international.

En France, Lagardère Active Broadcast est, avec ses trois réseaux nationaux, l'un des acteurs majeurs sur le marché de la radio :

- *Europe 1*, radio de référence, fidèle à sa vocation généraliste, exigeante et grand public. Avec 9,9 points d'Audience Cumulée<sup>1</sup>, Europe 1 enregistre sa deuxième meilleure performance depuis 23 vagues de sondage. Elle rassemble plus de 5 164 000 auditeurs chaque jour.
- *Virgin Radio*, radio musicale générationnelle des jeunes adultes de 20 à 34 ans, est fondée sur des valeurs de création, d'originalité et d'audace. Virgin Radio programme une musique pop-rock qui trouve ses racines dans les années 90 et favorise l'émergence des nouveaux talents. Virgin Radio est écoutée par 2,7 millions d'auditeurs par jour<sup>1</sup>.
- *RFM*, radio musicale « adulte contemporaine » est la station positionnée sur la diversité de sa programmation musicale avec le slogan « Le meilleur de la musique ». RFM est la deuxième radio musicale adulte en France<sup>2</sup> sur les 30-49 ans.

À l'international, Lagardère Active Radio International (LARI) exploite le savoir-faire radio de la Branche dans sept pays (Europe de l'Est, Allemagne et Afrique du Sud). Ses 25 radios, essentiellement musicales, sont écoutées quotidiennement par plus de 33 millions d'auditeurs.

Dans quasiment tous les pays où elle est présente, LARI est le leader du marché des radios privées : 1<sup>er</sup> groupe en Russie, Pologne, Roumanie, République Tchèque, dans le Land de Sarre en Allemagne et en Afrique du Sud.

En France comme à l'étranger, les activités de radios sont soumises à un cadre législatif et réglementaire national et communautaire qui organise le secteur de l'audiovisuel et des télécommunications. En France, l'activité radio est soumise à des autorisations préalables obtenues auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Les revenus des radios sont constitués à plus de 90 % de recettes publicitaires qui dépendent largement des mesures d'audience et de la santé du marché publicitaire.

Sur Europe 1, les choix stratégiques de programmation de la rentrée 2009 sont validés par les chiffres : Europe 1 enregistre sa 6<sup>e</sup> hausse consécutive de Part d'Audience (PDA) en six sondages, pour atteindre à nouveau, avec 8,6 % de PDA sur les 13 ans et plus, la plus forte performance sur cet indicateur de son histoire.

Celle-ci s'accompagne d'excellents résultats sur les cibles commerciales :

- 9,2 % de part d'audience sur les catégories socio-professionnelles supérieures (CSP+) (+ 0,1 pt),
- 7,0 % de part d'audience sur la population 25-59 ans (+ 0,5 pt).

<sup>1</sup> Source : Médiamétrie 126 000 radio : 13 ans et + / AC / 5h-24h / Lundi-Vendredi / Novembre-Décembre 2009

<sup>2</sup> Source : Médiamétrie 126 000 radio : 13 ans et + / PDA / 5h-24h / lundi-vendredi / janvier-décembre 2009 – ex-aequo avec Chérie FM

Grâce à la mise en place d'une toute nouvelle grille à la rentrée 2009, Virgin Radio devient 2<sup>e</sup> radio de France sur les 25-34 ans<sup>3</sup>. Un format musical unique « poprock », deux émissions phares animées, d'une part par Bruno Guillon (le matin entre 5 heures 30 et 9 heures) et d'autre part, par Camille Combal et son orchestre (le soir entre 18 heures et 20 heures), constituent aujourd'hui le succès de Virgin Radio.

RFM se positionne aujourd'hui comme la deuxième radio musicale adulte<sup>4</sup> avec un nouveau slogan « Le meilleur de la musique », une matinale animée par Laurent Petitguillaume et Stefan Caza (qui réalise sa meilleure audience cumulée depuis sa mise en place en septembre 2008) ; et toujours le rendez-vous de Bruno Roblès dans l'après-midi.

Dans le cadre du premier appel aux candidatures pour la radio numérique terrestre (RNT) lancé le 26 mars 2008 pour 19 agglomérations Françaises, le CSA a rendu public ses présélections le 26 mai 2009, et a retenu les candidatures de Virgin Radio et RFM sur 3 zones (Paris, Nice et Marseille). A ce jour, le CSA n'a pas délivré les autorisations d'émettre nécessaires à l'exploitation de ces fréquences en RNT, et mène à l'aide de groupes de travail dédiés (Planification de la ressource, Calendrier de déploiement, Signalisation, Contenu des données associées) une réflexion d'ensemble sur le déploiement de la RNT en France, reportant dans l'immédiat le lancement des premières autorisations à une date ultérieure.

A l'international, 2009 a été une année de développement pour les nombreuses radios lancées en 2008 par LARI (Lagardère Active Radio International) en Russie, Pologne et Roumanie.

Fort de son succès depuis 1990 en République Tchèque, Evropa 2 a été déployée en Slovaquie avec le lancement d'un format Evropa 2 (ex Radio Okey) en décembre 2009.

En complément de Jacaranda (1<sup>er</sup> radio régionale d'Afrique du Sud), LARI a posé sa candidature, dans le cadre d'un consortium, pour l'octroi de trois licences régionales qui pourrait être attribuées avant le début de la World Cup 2010.

A ces développements s'ajoutent de bons résultats d'audience en Russie, Pologne et République tchèque qui permettent à LARI de consolider ses positions sur l'ensemble des 7 pays où elle est implantée.

Ses radios réunissent plus de 17 millions d'auditeurs quotidiens en Russie<sup>5</sup>, 8,7 millions en Pologne<sup>6</sup> ; plus de 3 millions en Roumanie<sup>7</sup> ; 2 millions en République Tchèque<sup>8</sup>, plus d'1 million en Afrique du Sud<sup>9</sup> et environ 1 million en Allemagne<sup>10</sup>, soit 33 millions d'auditeurs sur l'ensemble des pays où opère LARI<sup>11</sup>.

En cohérence avec la stratégie globale du Groupe, LARI a également accéléré son développement numérique en 2009.

Après la refonte globale de l'ensemble des sites web des radios du pôle, de nouvelles plates-formes ont été mises en place :

- lancement simultané de 11 applications iPhone ;
- création de Koule.cz, 1<sup>er</sup> portail musical de République Tchèque ;
- forte montée en puissance de la stratégie SMS en Pologne permise par une industrialisation des process qui permet d'envisager une déclinaison sur d'autres pays.

En parallèle de son activité éditoriale, LARI a systématiquement développé ses propres régies qui commercialisent en exclusivité, en plus de ses propres radios, de nombreux éditeurs extérieurs tels que Radio Impuls leader en République Tchèque ou le réseau PN en Pologne.

Cette stratégie permet à LARI de renforcer son leadership commercial avec le 1<sup>er</sup> rang parmi les régies radios en Russie, Pologne, Roumanie, République Tchèque et Afrique du Sud.

LARI, présent majoritairement sur des marchés d'Europe de l'Est fortement touchés par la crise économique, a donc connu une année en retrait par rapport aux excellentes performances de 2008. Néanmoins, en 2009 les radios de LARI ont dans l'ensemble réalisé des performances commerciales supérieures à celles du marché. Les prévisions sur 2010 restent extrêmement difficiles à établir. L'amélioration de l'activité constatée

<sup>3</sup> Source : Médiamétrie 126 000 radio : 25-34 ans / AC et PDA / 5h-24h / lundi-vendredi / novembre-décembre 2009

<sup>4</sup> Source : Médiamétrie 126000 radio : 13 ans et + / PDA / 5h-24h / lundi-vendredi / janvier-décembre 2009 – Ex-aequo avec Chérie FM

<sup>5</sup> Source : TNS Gallup Media, juillet/septembre 2009

<sup>6</sup> Source : SMG/KRC septembre/décembre 2009

<sup>7</sup> Source : SAR Juin 2009

<sup>8</sup> Source : Radio Project avril/septembre 2009

<sup>9</sup> Source : RAMS décembre 2009

<sup>10</sup> Source : AS&S MALL 2009

<sup>11</sup> Sources : TNS Gallup Media Régions septembre/novembre 2009 ; MML Sk avril/septembre 2009

sur les derniers mois de l'année 2009 sur les principaux marchés (Russie, Pologne, République Tchèque) est encourageante mais ne préjuge pas encore d'une reprise vigoureuse.

### Chaînes thématiques

Lagardère Active Broadcast est présent sur deux thématiques, tant sur la TNT que sur le câble et le satellite :

- la musique avec Virgin 17 sur la TNT gratuite, et 5 chaînes sur le câble et le satellite (MCM, MCM Top, MCM Pop et Mezzo détenue à 40 % par France Télévisions) ;
- la jeunesse avec Canal J (pour les enfants de 6 à 14 ans) et sur le câble et le satellite TiJi (pour les moins de 7 ans), June (pour les jeunes femmes de 20 à 30 ans), et Gulli, détenue à 34 % par France Télévisions sur la TNT gratuite.

Grâce à cette offre, Lagardère Active Broadcast est un acteur de référence en France sur les domaines de la musique et de la jeunesse<sup>12</sup>. Plus spécifiquement, Gulli est la troisième chaîne de la TNT et la première chaîne indépendante avec 1,8 % de part d'audience auprès des 4 ans et plus dans la France entière<sup>13</sup>.

Les activités d'édition de chaînes de télévision sont soumises aux législations et réglementations françaises et communautaires qui régissent le secteur de l'audiovisuel et des télécommunications.

Les revenus des chaînes câble et satellite sont très majoritairement constitués de la rémunération versée par les opérateurs qui les diffusent. Les chaînes TNT Virgin 17 et Gulli, diffusées gratuitement sur la Télévision Numérique Terrestre, tirent leurs revenus de la publicité et bénéficient d'une base de téléspectateurs potentiels élargie et du dynamisme du marché publicitaire de ce média en développement. La couverture de la TNT atteint 88 % de la population française à fin juillet 2009<sup>14</sup> et 80 % des foyers français reçoivent désormais les chaînes de la TNT (les foyers équipés TNT et ceux recevant la TNT via le câble ou le satellite)<sup>15</sup>. Avec l'extinction de l'analogique dans 11 régions en 2010, Gulli et Virgin 17 vont progressivement devenir des chaînes hertziennes nationales.

L'année 2009 a été marquée par la montée en puissance de la TNT, dont l'audience progresse parallèlement à son initialisation et à l'augmentation de sa couverture. La part des autres TV (hors chaînes hertziennes traditionnelles) est ainsi passée en un an de 23,7 % à 27,9 % de part d'audience<sup>16</sup> : la part d'audience de la TNT progresse nettement (15,2 % contre 11,1 %) et celle des chaînes thématiques reste stable à 12,7 %.

Dans un environnement concurrentiel intense, les bons résultats d'audience obtenus confirment la performance des chaînes du Groupe, tant sur la TNT que sur le câble et le satellite :

- Gulli est la 3<sup>e</sup> chaîne de la TNT, avec 1,8 % de part d'audience sur les quatre ans et + France entière<sup>17</sup> ; sur les enfants 4-10 ans France Entière, Gulli est la deuxième chaîne nationale derrière TF1 avec 12,1 % de part d'audience devant M6 et France 3<sup>18</sup>.
- L'ensemble des chaînes jeunesse de Lagardère Active Broadcast représentent 60,4 % de l'audience des chaînes enfants. TiJi et Canal J sont respectivement au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> rang des chaînes du câble et du satellite tous publics confondus avec 0,7 % et 0,6 % de part d'audience auprès des 4 ans et plus. Les deux chaînes se placent dans les 5 premières chaînes du câble et du satellite les plus regardées par les enfants<sup>19</sup>.
- Grâce à une nouvelle grille de rentrée, Virgin 17 se renforce nettement depuis septembre 2009 notamment sur les moins de 50 ans. Virgin 17 réalise la plus forte progression de la TNT en un an : + 89 % sur les 4+ France Entière, + 78 % sur les 15-34 ans et + 77 % sur les 25-49 ans.
- MCM est la 2<sup>e</sup> chaîne musicale du câble et du satellite auprès des 15-24 ans avec 0,7 % de part d'audience.
- Mezzo poursuit son développement à l'international : elle est reçue par 16 millions de foyers dans 39 pays. En 2010, la chaîne poursuit son développement avec le lancement d'une offre VOD et d'une nouvelle chaîne dédiée à la musique live en HD.

<sup>12</sup> Source : enquête MédiaCabSat, décembre 2008 – juin 2009.

<sup>13</sup> Source : Médiamétrie / Médiamat, année 2009.

<sup>14</sup> Source : CSA/ Observatoire de l'équipement en TV numérique / 1<sup>er</sup> semestre 2009.

<sup>15</sup> Source : Médiamétrie/ Référence des équipements Multimédias/ décembre 2008.

<sup>16</sup> Source : Médiamat janvier-décembre 2009 vs janvier-décembre 2008, 4 ans et +.

<sup>17</sup> Source : Médiamétrie / Médiamat – janvier-décembre 2009.

<sup>18</sup> Source : Médiamétrie / Médiamat – novembre-décembre 2009.

<sup>19</sup> Source : Médiamétrie / MédiaCabSat – janvier-Juin 2009.

Enfin, Lagardère Active Broadcast a lancé en mai 2009 des versions localisées de TiJi et Gulli en Russie sur la plate-forme satellite NTV+. Editées en langue russe, ces chaînes sont basées sur un modèle économique payant à l'abonné. Leur distribution est amenée à se développer courant 2010 sur d'autres plates-formes câbles et ADSL.

### **Production et distribution audiovisuelles**

Dans le domaine de la production et distribution audiovisuelles, Lagardère Active Broadcast fournit à toutes les chaînes hertziennes des programmes de stocks (fictions, documentaires, animation) et de flux (magazines, divertissements, access prime time), à travers sa filiale Lagardère Entertainment.

Le chiffre d'affaires de ces sociétés est composé des financements accordés par les diffuseurs ou les coproducteurs, auxquels viennent s'ajouter des aides du type CNC. Le chiffre d'affaires d'une production donnée ne dépend pas directement du niveau d'audience réalisé, ce qui en fait une activité moins risquée que les productions cinématographiques exploitées en salle, par exemple.

En 2009, la crise publicitaire a poussé les chaînes à anticiper des réductions de budgets, à geler toute augmentation des grilles de programmes et à annoncer des plans de réduction de coûts.

Ainsi, Lagardère Entertainment (LE) s'est trouvé confronté à des réductions d'allocation de subvention ce qui lui a permis d'initier une réflexion sur ses méthodes de travail afin de maintenir ses marges.

LE est toujours présent sur les activités de fiction de flux et d'animation qui représentent 40 % du coût des grilles.

TF1 et France Télévision sont les deux plus gros acteurs sur ces marchés. Ce sont également les deux plus importants clients de LE.

LE a pris des participations dans deux sociétés de flux: Electron Libre, spécialiste des productions de qualité répondant aux nouvelles exigences de coûts des chaînes de la TNT, et Carson Prod producteur dans les émissions de divertissements et les prime time d'envergure.

Les productions LE restent leader sur le marché de la fiction française pour la 8<sup>e</sup> année consécutive avec notamment deux séries phares : *Joséphine ange gardien* et *Julie Lescaut*.

Sur les fictions en prime time, LE a enthousiasmé : 338 469 000 téléspectateurs, loin devant son concurrent Telfrance, (172 216 000) (source Ecran total N° 769).

Les cinq premières audiences de fictions françaises sont des fictions de LE, sept des 100 premières audiences de 2009 sont produites par LE. Chez M6, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> places sont tenues par LE. La fiction *Mafiosa* se place en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> audience de série française sur Canal +.

LE a produit 111 heures de programmes de fictions en 2009.

### **Objectifs et réalisations 2009**

Lagardère Active Broadcast avait comme objectif pour l'année 2009 l'intensification du plan d'amélioration de la performance et la rationalisation du portefeuille d'actifs afin de compenser la forte baisse du chiffre d'affaires publicitaire.

L'approfondissement du plan d'amélioration en 2009 a conduit Lagardère Active Broadcast à céder ou à arrêter des actifs non stratégiques tels que Canal J TNT en avril et l'activité radio en Hongrie.

### **Perspectives**

En ce début d'année 2010, la visibilité sur le marché publicitaire reste faible pour l'ensemble des activités audiovisuelles.

Dans ce contexte, l'accent sera plus que jamais mis sur la maîtrise des coûts et l'amélioration de la performance.



## **ANNEXE AU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Par application des dispositions de l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895, nous vous rendons compte, ci-après, des opérations réalisées avec des sociétés dans lesquelles certains membres du Conseil d'Administration détiennent des intérêts directs ou indirects.

### **1. Opérations réalisées avec la Compagnie Européenne de Radiodiffusion et de Télévision (C.E.R.T.)**

Administrateur concerné : Edward Russo.

La concession par laquelle la C.E.R.T. a confié à Lagardère Active Broadcast la location exclusive du temps d'antenne d'Europe 1, a continué à s'appliquer au cours de l'exercice 2009 pour un total de facturations de 2 658 780 €.

### **2. Opérations réalisées avec Europe 1 Télécompagnie**

Administrateur concerné : Edward Russo et Alexandre Bompard.

La convention par laquelle Europe 1 Télécompagnie est chargée, à titre exclusif, de réaliser les programmes à diffuser sur l'antenne d'Europe 1 est demeurée en vigueur. La rémunération allouée à Europe 1 Télécompagnie s'est élevée à 50 855 937 €.

### **3. Opérations réalisées avec Régie 1**

Administrateur concerné : Edward Russo et Alexandre Bompard.

Le contrat par lequel Lagardère Active Broadcast a confié à Régie 1 la mission de rechercher la publicité à diffuser sur l'antenne de la radio Europe 1 s'est poursuivi. Régie 1 a retenu à ce titre sa commission de sous-régie publicitaire.

### **4. Opérations réalisées avec Promotion et Spectacles d'Europe 1**

Administrateur concerné : Edward Russo.

La rémunération allouée à Promotions et Spectacles d'Europe 1 pour assurer les campagnes de communication du Groupe s'est élevée à 2 820 000 €.

### **5. Opérations réalisées avec certaines sociétés du Groupe**

5. a) L'engagement pris par Lagardère Active Broadcast d'assumer les conséquences financières éventuelles des engagements pris par les sociétés Europe 2 Entreprises, RFM Entreprises et Lagardère Active Radio International, dans le cadre de leurs activités, s'est poursuivi.

5. b) Dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, Lagardère Active Broadcast a reçu et/ou versé aux sociétés suivantes, des intérêts pour un montant net versé (1 759 726 €) :

A2PRL  
Europa Plus France  
Europe 1 Sport  
Lagardère Active Finances  
Lagardère Active Radio International  
Lagardère SCA  
Maison H

Cette page est laissée intentionnellement blanche.

**ELEMENTS FINANCIERS**  
**LAGARDERE ACTIVE BROADCAST**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2009**
*(en milliers d'euros)*

<b>ACTIF</b>		Notes N°	31.12.2009 (12 mois)	Rappel 31.12.2008 (12 mois)	variations
<b>Actif disponible ou recouvrable à moins d'un an</b>	Banques : Dépôts à vue		12	614	
	Titres négociables		0	0	
	Créances d'exploitation :				
	-Clients débiteurs	(2.1)	17 066	25 461	
	-Débiteurs divers	(2.2)	334	429	
	(-) Provision pour dépréciation		0	0	
	-Taxes à récupérer		5 314	6 848	
	Comptes des sociétés affiliées	(2.3)	32 099	52 229	
	(-) Provision pour dépréciation	(2.4)	-9 883	-6 113	
	Autres créances		0	0	
Excédent d'impôt sur les bénéfices versé		0	137		
		<u>44 942</u>	<u>79 605</u>	-34 663	
<hr/>					
<b>Actif à plus d'un an d'échéance</b>	Autres créances		59 902	60 402	
	(-) Provision pour dépréciation		-41 703	-37 607	
		(2.5)	<u>18 199</u>	<u>22 795</u>	-4 596
<hr/>					
<b>Actif indisponible</b>	Dépôts et cautionnements versés		14	13	1
<hr/>					
<b>Titres de participation</b>	Titres des sociétés affiliées		331 773	334 018	
	(-) Provision pour dépréciation		-27 060	-25 470	
		(2.6)	<u>304 713</u>	<u>308 548</u>	-3 835
<hr/>					
<b>Immobilisations</b>	Autres immobilisations incorporelles		7	7	
	Installations techniques		3	3	
	(-) Amortissements		-3	-3	
	Mobilier et matériel de bureau		228	228	
	(-) Amortissements		-228	-226	
	Agencements et installations		588	588	
	(-) Amortissements		-587	-586	
		<u>8</u>	<u>11</u>	-3	
<hr/>					
<b>Comptes de régularisation</b>	Produits à recevoir	(2.7)	13 325	8 383	
	Dépenses payées d'avance		0	1	
	Charges imputables aux exercices futurs	(2.8)	7 047	8 121	
			<u>20 372</u>	<u>16 505</u>	3 867
<hr/>					
<b>Total</b>			<b>388 248</b>	<b>427 477</b>	<b>-39 229</b>
<hr/>					
<b>Comptes d'ordre</b>	Actions des administrateurs détenues en garantie de gestion		0	0	
	Tiers débiteurs pour avals, cautions et autres garanties reçues		0	0	
			<u>0</u>	<u>0</u>	0

(en milliers d'euros)

<b>PASSIF</b>		Notes N°	31.12.2009 (12 mois)	Rappel 31.12.2008 (12 mois)	variations
<b>Passif exigible à moins d'un an</b>	Découverts bancaires	(2.9)	12 979	36 783	
	Coupons à payer		1	1	
	Fournisseurs : comptes des sociétés affiliées	(2.10)	8 852	2 285	
	Fournisseurs créditeurs		31	113	
	Dépenses à régler		63	333	
	TVA collectée par l'entreprise		3 288	3 143	
	Créditeurs divers		1	69	
	Comptes des sociétés affiliées	(2.11)	200 349	190 595	
	Avances et emprunts	(2.12)	0	21 677	
	Impôts sur les bénéfices	(2.13)	1 652	0	
	Avoirs à établir	(2.14)	6 894	4 611	
	Passif précompté : frais courus non échus	(2.15)	9 444	19 970	
			<u>243 554</u>	<u>279 580</u>	-36 026
<b>Provisions pour risques</b>		(2.16)	20 780	33 051	-12 271
<b>Comptes de régularisation</b>	Différences de conversion	(2.17)	6 735	8 127	-1 392
<b>Fonds social</b>	Capital social		24 741	24 741	
	Prime d'émission		0	0	
	Réserve indisponible		404	404	
	Réserves statutaires		2 514	2 514	
	Réserves facultatives		0	0	
	Réserve spéciale de réévaluation		3 897	3 897	
	Réserves ordinaires		0	0	
	Provisions réglementées		123	56	
			<u>31 679</u>	<u>31 612</u>	
<b>Résultats</b>	Report des exercices antérieurs		75 107	7 457	
	Résultat net de l'exercice suivant compte de pertes et profits		10 393	67 650	10 393
			<u>85 500</u>	<u>75 107</u>	
		(2.18)	<u>117 179</u>	<u>106 719</u>	10 460
<b>Total</b>			<b>388 248</b>	<b>427 477</b>	<b>-39 229</b>
<b>Comptes d'ordre</b>	Administrateurs créditeurs pour actions déposées		0	0	
	Avals, cautions et autres garanties données		0	0	
			<u>0</u>	<u>0</u>	0

COMPTES DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 2009  
(en milliers d'euros)

	Notes N°	31.12.2009 (12 mois)	Rappel 31.12.2008 (12 mois)	variations
<b>Résultat de l'activité principale</b>				
Produits des ventes ou autres facturations		71 738	75 460	
<i>A déduire :</i>				
Taxes sur le chiffre d'affaires		-11 756	-12 366	
Produits nets des ventes	(1.1)	59 982	63 094	-3 112
Coût des ventes ou autres facturations	(1.2)	-56 335	-60 551	4 216
<b>Bénéfice brut</b>	(1.3)	3 647	2 543	1 104
<i>A déduire :</i>				
Frais d'administration	(1.4)			
- Frais de personnel		634	704	
- Frais financiers		299	1 391	
- Frais généraux divers		-101	8 636	
- Amortissements		3	3	
- Provisions		-2 673	-18 221	
		-1 838	-7 487	5 649
<b>Résultat net de l'activité principale</b>	(1.5)	5 485	10 030	-4 545
<b>Résultats des activités accessoires</b>				
Résultat de la gestion financière	(1.6)	-2 171	-6 635	
Résultat des participations	(1.7)	10 400	41 429	
Résultat des autres activités accessoires	(1.8)	1 601	9 306	
		9 830	44 100	-34 270
<b>Résultat courant</b>	(1.9)	15 315	54 130	-38 815
<b>Résultats extraordinaires ou exceptionnels</b>				
Plus-values sur cessions de titres d'OPCVM		0	0	
Moins-values sur cessions des titres de participation	(1.10)	-1 333	0	
Provisions et reprises sur titres de participation	(1.11)	-1 590	12 043	
Provisions nettes sur comptes courants	(1.12)	-3 770	-5 341	
Ajustement provision pour risques	(1.13)	7 971	6 230	
Résultats exceptionnels	(1.14)	-2 699	-1 492	
		-1 421	11 440	-12 861
<b>Résultats afférents aux exercices antérieurs</b>				
Profits		0	4 378	
Pertes		0	0	
		0	4 378	-4 378
<b>Résultat avant impôt</b>		13 894	69 948	-56 054
Provision pour impôt sur les bénéfices	(1.15)	-3 501	-2 298	-1 203
<b>Résultat net selon bilan</b>		10 393	67 650	-57 257

## ANNEXE FINANCIERE

Les comptes annuels, arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 mars 2010 sont établis dans le respect du principe de prudence et sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

L'exercice d'une durée de 12 mois s'est déroulé du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009.

En dehors de la prise en compte éventuelle de la réévaluation, la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### **Réévaluation**

La société a procédé, à la clôture de l'exercice 1979, à la réévaluation légale de ses immobilisations non amortissables inscrites au bilan du 30 septembre 1977 qui a entraîné la constitution au passif du bilan d'une réserve de réévaluation de 23 457 K€, dont 9 065 K€ ont été incorporés au capital. Compte tenu de la reprise totale de la réévaluation des titres de sociétés disparues et du fonds de commerce par amortissement, la réserve a été ramenée à 3 897 K€.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée de vie prévue comprise entre quatre et dix ans.

### **Titres de participation**

Les titres de participation sont enregistrés à la valeur de souscription ou au coût d'acquisition, éventuellement réévalués. Les montants des situations nettes comptables des sociétés concernées déterminent les provisions pour dépréciation lorsque les éléments d'actif ne contiennent pas de plus-values latentes suffisantes.

### **Produits à recevoir (en K€)**

- Clients - factures à établir	9 585
- Fournisseurs - avoirs à recevoir	<u>3 739</u>
	13 324

### **Situation fiscale différée**

Le montant des déficits fiscaux constatés en France à la clôture de l'exercice est de 21 488 K€, compte tenu de la perte enregistrée en 2009.

### **Couverture de change**

Les comptes-courants débiteurs et créditeurs en USD sont égaux en montant et font l'objet de remboursements symétriques. Cette position a pu être qualifiée de couverture de change au 31 décembre 2009 et donc de permettre de ne pas provisionner les pertes de change latentes.

### **Charges à payer (en K€)**

La récapitulation, par nature de dettes, des charges à payer en fin d'exercice, se présente comme suit :

- Fournisseurs - factures non parvenues	9 000
- Personnel - dettes provisionnées	113
- Clients - avoirs à établir	6 894
- Divers - charges à payer	<u>331</u>
	16 338

### **Etablissement de comptes consolidés**

La société établit des comptes consolidés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2009.

## FONDS DE ROULEMENT

(en milliers d'euros)

		Montants au 31.12.2009	Montants au 31.12.2008	Variations
Eléments d'actif	Actif disponible ou recouvrable à moins d'un an	44 942	79 605	-34 663
	Actifs divers (comptes de régularisation)	20 372	16 505	3 867
		<u>65 314</u>	<u>96 110</u>	<u>-30 796</u>
Eléments du passif	Dettes envers les tiers	243 554	279 580	-36 026
	Passifs divers (comptes de régularisation)	6 735	8 127	-1 392
		<u>250 289</u>	<u>287 707</u>	<u>-37 418</u>
<b>Fonds de roulement</b>		<b>-184 975</b>	<b>-191 597</b>	
<b>Augmentation du fonds de roulement</b>				<b>-6 622</b>

## TABLEAU DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)

		31.12.2009		
Ressources	Bénéfice de l'exercice	10 393		
	Dotations aux amortissements	3		
	Variation de provisions (reprises nettes)	<u>-6 518</u>		
	Autofinancement		3 878	
	Diminution de titres de participation		2 745	
	Diminution des autres créances (LT)		<u>500</u>	
<b>Total des ressources</b>				<b>7 123</b>
Emplois	Acquisition de titres de participation		500	
	Augmentation des autres créances (LT)		0	
	Augmentation de l'actif indisponible		1	
	Distribution de dividende		<u>0</u>	
<b>Total des emplois</b>				<b>501</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement</b>				<b>-6 622</b>



## ANALYSE DES BILANS COMPARES

(en milliers d'euros)

### ACTIF (en K€)

L'actif disponible ou recouvrable à moins d'un an est passé de 79 605 K€ à 44 942 K€, soit une diminution de 34 663 K€ :

Postes en augmentation		
- Provision pour dépréciation des sociétés affiliées :	-3 770	
		-3 770
Postes en diminution		
- Banques : Dépôts à vue	602	
- Clients débiteurs	8 395	
- Débiteurs divers	95	
- Taxes à récupérer	1 534	
- Comptes des sociétés affiliées	20 130	
- Exédent d'impôt sur les bénéfices versés	137	
		30 893
<b>Variation</b>		<b>-34 663</b>

L'actif à plus d'un an d'échéance est passé de 22 795 K€ à 18 199 K€ soit une diminution de 4 596 K€ :

Postes en augmentation		
- Provision pour dépréciation des autres créances :	-4 096	
		-4 096
Postes en diminution		
- Autres créances	500	
		500
<b>Variation</b>		<b>-4 596</b>

L'actif indisponible Les dépôts et cautionnements sont passés de 13 K€ à 14 K€ soit une augmentation de 1 K€

<b>Variation</b>		<b>1</b>
------------------	--	----------

Les titres de participation sont évalués à 304 713 K€ contre 308 548 K€, soit une diminution de 3 835 K€ :

Augmentations		
- Acquisition de titres Europe 1 Sport	500	
		500
- Provision pour dépréciation des titres de participation : Europe1 Sport	-2 927	
		-2 927
		-2 427
Diminutions		
- Cession de titres Lagardère Publicité	1 225	
- Cession de titres Télé Toulouse	1 333	
- Liquidation Images et Son Conseil	183	
- Liquidation IS9	4	
		2 745
- Provision pour dépréciation des titres de participation : Télé Toulouse IS9	-1 333 -4	
		-1 337
		1 408
<b>Variation</b>		<b>-3 835</b>

Les immobilisations sont inscrites en valeur nette pour 8 K€ contre 11 K€, soit une diminution de 3 K€ :

Postes en augmentation		
- Amortissements des mobilier et matériel de bureau	-2	
- Amortissements des agencements et installations	-1	
		-3
<b>Variation</b>		<b>-3</b>

**Les comptes de régularisation actif**

sont passés de 16 505 K€ à 20 372 K€, soit une augmentation de 3 867 K€ :

<b>Postes en augmentation</b>		
- Produits à recevoir	4 942	
		4 942
<b>Postes en diminution</b>		
- Dépenses payées d'avance	1	
- Charges imputables aux exercices futurs	1 074	
		1 075
<b>Variation</b>		<b>3 867</b>
<b>Variation de l'actif</b>		<b>-39 229</b>

**PASSIF (en K€)****Le passif exigible à moins d'un an**

est passé de 279 580 K€ à 243 554 K€, soit une diminution de 36 026 K€ :

<b>Postes en augmentation</b>		
- Fournisseurs : comptes des sociétés affiliées	6 567	
- TVA collectée par l'entreprise	145	
- Comptes des sociétés affiliées :	9 754	
- Impôts sur les bénéfices	1 652	
- Avoirs à établir :	2 283	
		20 401
<b>Postes en diminution</b>		
- Découverts bancaires	23 804	
- Fournisseurs créditeurs	82	
- Dépenses à régler	270	
- Créditeurs divers	68	
- Avances et emprunts	21 677	
- Passif précompté : frais courus non échus	10 526	
		56 427
<b>Variation</b>		<b>-36 026</b>

**Les provisions pour risques**

sont passées de 33 051 K€ à 20 780 K€, soit une diminution de 12 271 K€ :

<b>Variation</b>		<b>-12 271</b>
------------------	--	----------------

**Les comptes de régularisation**

sont passés de 8 127 K€ à 6 735 K€, soit une diminution de 1 392 K€ :

<b>Postes en augmentation</b>		
- Néant	0	
		0
<b>Postes en diminution</b>		
- Différences de conversion	1 392	
		1 392
<b>Variation</b>		<b>-1 392</b>

**Le fonds social (capitaux propres)**

est passé de 106 719 K€ à 117 179 K€, soit une augmentation de 10 460 K€ :

<b>Postes en augmentation</b>		
- Provisions réglementées	67	
- Report des exercices antérieurs	67 650	
		67 717
<b>Postes en diminution</b>		
- Bénéfice de l'exercice	57 257	
		57 257
<b>Variation</b>		<b>10 460</b>
<b>Variation du passif</b>		<b>-39 229</b>

## RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)

	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
- Capital social	24 740 565	24 740 565	24 740 565	24 740 565	24 740 565
- Nombre d'actions ordinaires existantes	1 649 371	1 649 371	1 649 371	1 649 371	1 649 371
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
- Chiffre d'affaires hors taxes	68 409 745	72 243 807	65 202 768	63 093 849	59 981 965
- Résultat avant impôts, amortissements et provisions	-157 427 334	-17 040 768	-13 158 020	41 501 706	11 148 383
- Impôts sur les bénéfices	0	3 023 972	4 037 527	2 298 266	3 500 931
- Résultat après impôts, amortissements et provisions	-29 031 215	17 415 980	1 566 066	67 649 629	10 392 595
- Résultat distribué	0	8 741 666	0	0	0
<b>Résultats par action</b>					
- Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	-95,45	-12,17	-10,43	23,77	4,64
- Résultat après impôts, amortissements et provisions	-17,60	10,56	0,95	41,02	6,30
- Dividende net attribué à chaque action	0,00	5,30	0,00	0,00	0,00
<b>Personnel</b>					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2	2	2	2	2
- Montant de la masse salariale de l'exercice	985 886	399 308	544 679	497 222	511 971
- Montant des sommes versées au titre des charges sociales	162 307	143 504	155 941	206 847	122 112

**FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2009**  
(en euros)

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute	Valeur comptable des titres détenus nette	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
<b>1. Renseignements détaillés</b>										
<b>A. Filiales</b>										
(50% au moins du capital détenu par la société)										
SA. Lagardère Active Radio International 28, rue François 1er - 75008 Paris	58 500 000	14 728 019	100,00	111 038 623	111 038 623	0	0	1 153 263	892 109	0
SAS. Europe 2 Entreprises 28, rue François 1er - 75008 Paris	11 700 000	4 716 204	100,00	15 244 724	15 244 724	0	0	25 546 641	-11 153 097	0
SAS. Europe 1 Sport 26bis, rue François 1er - 75008 Paris	247 013	-5 261 668	100,00	2 927 662	0	6 180 000	0	406 391	-1 690 774	0
SAS. Lagardère Active TV 28, rue François 1er - 75008 Paris	27 116 550	96 895 532	100,00	124 432 426	124 432 426	0	0	0	265 814	0
GmbH, Compagnie Européenne de Radiodiffusion et de Télévision - Europe 1 (CERT) 58 - 60 Richard Wagner Strasse D - 6600 Saarbrück (Allemagne)	4 000 000	2 266 021	99,80	17 071 375	17 071 375	0	0	2 660 440	-761 008	0
SAS. Europe 1 Télécompagnie 28 bis, rue François 1er - 75008 Paris	3 750 000	12 775 690	50,00	3 954 139	3 954 139	0	0	63 332 452	1 229 747	0
<b>B. Participations</b>										
(10 à 50% du capital détenu par la société)										
SAS. Lagardère Thématiques 32, rue François 1er - 75008 Paris	35 759 368	19 750 503	49,00	50 710 019	27 200 019	0	0	4 725 827	-12 737 739	0
SAS. Europe 1 Immobilier 28 bis, rue François 1er - 75008 Paris	1 050 000	3 462 451	32,14	3 821 277	3 821 277	0	0	13 110 306	-2 186 863	0
<b>2. Renseignements globaux</b>										
<b>A. Filiales non reprises au paragraphe 1</b>										
a) Filiales françaises (ensemble)				78 612	39 612	1 590 000	0			10 000 000
b) Filiales étrangères (ensemble)				0	0	0	0			399 000
<b>B. Participations non reprises au paragraphe 1</b>										
a) Dans des sociétés françaises (ensemble)				19 600	0	2 113 125	0			0
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur l'exercice social clos le 31 décembre 2009

## RAPPORT GENERAL

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport de l'accomplissement de la mission générale et permanente, qu'en vertu des dispositions de l'article 8 de la susdite loi, vous nous avez confiée par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 Avril 2008 pour les exercices 2008, 2009 et 2010.

Les états financiers et documents annexes, arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la société, ont été mis à notre disposition dans le délai prévu à l'article 23 de la même Loi n° 408.

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, a été accomplie selon les normes professionnelles, et nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société, pendant l'exercice 2009, le bilan au 31 Décembre 2009 et le compte de pertes et profits de l'exercice de douze mois, clos à cette date, présentés selon les prescriptions de l'Ordonnance n° 3167 du 29 janvier 1946.

Ces documents ont été établis selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits figurant dans le compte de pertes et profits. Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises qui prévoient que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'irrégularités significatives. Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et des informations contenus dans les états financiers, l'évaluation de leur présentation d'ensemble, ainsi que l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par la Direction de la société. Nous estimons que nos contrôles fondent correctement notre opinion.

Nous avons aussi vérifié les informations sur les comptes données dans le rapport de votre Conseil d'Administration, les propositions d'affectation des résultats et le respect par la société des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de ses organes sociaux.

A notre avis, le bilan au 31 Décembre 2009 et le compte de pertes et profits de l'exercice 2009 ci-annexés, qui sont soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre société au 31 Décembre 2009 ainsi que les opérations et le résultat de l'exercice de douze mois, clos à cette date.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport de votre Conseil d'Administration relatives aux comptes.

Les propositions d'affectation des résultats sont conformes aux dispositions de la Loi et des statuts.

Nos contrôles n'ont pas révélé d'infraction aux dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement des organes de votre société.

## RAPPORT SPECIAL

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous présentons un rapport sur les opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895, accomplies pendant l'exercice 2009 et sur les Assemblées tenues pendant le même exercice.

### 1 – Opérations visées à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

Nous vous rappelons qu'il s'agit de toute entreprise ou marché (opération) comportant une série de prestations (fournitures, travaux) successives de même nature ou de nature analogue, fait avec la société ou pour son compte et dans lequel un Administrateur de votre société a un intérêt direct ou indirect.

L'exécution de ces opérations pendant l'exercice 2009 vous est décrite dans le compte-rendu spécial fait par le Conseil d'Administration de votre société et nous n'avons pas d'observation à formuler à ce sujet.

### 2 – Assemblée tenue pendant l'exercice 2009

L'unique Assemblée réunie pendant l'exercice sous revue, est celle Ordinaire annuelle du 24 Avril 2009 qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2008.

Pour cette Assemblée, nous avons vérifié :

- Le respect des prescriptions légales et statutaires relatives à sa tenue ;
- L'exécution des résolutions approuvées.

Nous n'avons pas constaté d'irrégularité.

Monaco, le 18 mars 2010,

Les Commissaires aux comptes

François BRYCH

Claude PALMERO

## PROJET DE RESOLUTIONS

### PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration sur la marche des affaires sociales de la société au cours de l'exercice 2009 clos le 31 décembre 2009 et du rapport des commissaires aux comptes sur le bilan et les comptes de cet exercice, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties et sans réserve, ainsi que le bilan et les comptes de cet exercice qui se soldent par un bénéfice net de 10 392 594,78 €.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire donne acte au conseil d'administration du compte rendu spécial qu'il lui a présenté sur les opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895 et approuve lesdites opérations en tant que de besoin.

Elle maintient l'autorisation donnée aux administrateurs de prendre ou de conserver des intérêts directs ou indirects dans les entreprises ou marchés faits avec la Société, sauf à rendre compte à la prochaine assemblée générale annuelle.

### TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire donne quitus au conseil d'administration pour sa gestion au cours de l'exercice 2009.

### QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire constate que le bénéfice de l'exercice 2009 qui s'élève à la somme de 10 392 594,78 €, augmenté du compte « report à nouveau » antérieur, d'un montant de 75 107 096,08 €, représente un bénéfice distribuable d'un montant de 85 499 690,86 €.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire décide d'affecter ce montant au compte « report à nouveau ».

L'assemblée générale constate qu'après cette affectation, le bilan présente un fonds social positif de 117 178 585,84 € et rappelle que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été respectivement :

Exercices	Dividende	Dividende global
2006	5,30 € par action	8 741 666,30 €
2007	-	-
2008	-	-

### CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes et du réviseur, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2009, tels qu'ils lui ont été présentés.

### SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, ratifie la cooptation de Monsieur Thierry ORSINI en qualité d'administrateur, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010.

**SEPTIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, nomme Monsieur Alexandre BOMPARD en qualité d'administrateur, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**HUITIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire décide, sur proposition du conseil d'administration, de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Edward RUSSO pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**NEUVIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire décide, sur proposition du conseil d'administration, de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Thierry FUNCK-BRENTANO pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**DIXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire décide, sur proposition du conseil d'administration, de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Pierre LEROY pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**ONZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire décide, sur proposition du conseil d'administration, de renouveler le mandat d'administrateur de la société HACHETTE SA pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**DOUZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire décide, sur proposition du conseil d'administration, de renouveler le mandat d'administrateur de la société LAGARDERE ACTIVE pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**TREIZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire, conformément à la législation en vigueur, donne pouvoir au conseil d'administration de fixer, annuellement, la rémunération des commissaires aux comptes.

**QUATORZIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs à Monsieur Didier Quillot ou à un porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme du présent procès-verbal pour l'accomplissement des formalités légales.

**COMPTES CONSOLIDES**  
**LAGARDERE ACTIVE BROADCAST**



## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)

### Actif

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Immobilisations incorporelles	56 008	57 399
Ecart d'acquisition	167 887	165 392
Immobilisations corporelles	37 613	40 803
Titres mis en équivalence	(1 617)	3 041
Autres actifs non courants	25 728	31 203
Impôts différés - Actif	5 681	6 289
<b>Actifs non courants</b>	<b>291 301</b>	<b>304 127</b>
Stocks et en cours	46 928	31 537
Créances clients et comptes rattachés	275 833	362 377
Autres actifs courants	93 135	136 090
Placements financiers		
Trésorerie	262 083	276 579
<b>Actifs courants</b>	<b>677 979</b>	<b>806 584</b>
<b>Total actif</b>	<b>969 279</b>	<b>1 110 711</b>

### Passif

Capital social	24 740	24 740
Primes et réserves	108 255	48 964
Résultat	(23 270)	58 991
Intérêts minoritaires	6 977	5 426
<b>Capitaux propres</b>	<b>116 702</b>	<b>138 120</b>
Prov. pour retraites et obligations assimilées	10 032	14 359
Provisions pour risques et charges non courantes	36 373	37 624
Dettes financières non courantes	43 308	37 009
Autres passifs non courants	14 916	21 403
Impôts différés passif	14 092	16 027
<b>Passifs non courants</b>	<b>118 722</b>	<b>126 421</b>
Provisions pour risques et charges courantes	37 432	32 437
Dettes financières courantes	317 488	311 508
Fournisseurs et comptes rattachés	243 038	325 008
Autres passifs courants	135 896	177 216
<b>Passifs courants</b>	<b>733 854</b>	<b>846 169</b>
<b>Total passif</b>	<b>969 279</b>	<b>1 110 711</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>407 456</b>	<b>519 018</b>
Produits annexes	38 535	48 605
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>445 991</b>	<b>567 623</b>
Achats et variations de stocks	(127 858)	(99 816)
Production immobilisée	(8 177)	(833)
Production stockée	100 396	81 666
Charges externes	(212 513)	(254 994)
Charges de personnel	(151 207)	(203 411)
Dotations aux amortissements	(12 864)	(13 386)
Charges de restructuration	(12 064)	(4 902)
Plus ou moins-values de cession d'actifs	(4 765)	2 590
Pertes de valeurs des immobilisations corporelles, incorporelles et des écarts d'acquisition	(10 702)	547
Autres (charges) et produits	2 579	18 438
Contribution des sociétés Mises en équivalence	(6 305)	(4 126)
<b>Résultat avant charges financières et impôts</b>	<b>2 512</b>	<b>89 395</b>
Charges financières nettes	(3 751)	(4 847)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(1 239)</b>	<b>84 548</b>
Charges d'impôts	(20 009)	(24 204)
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(21 248)</b>	<b>60 345</b>
Dont part attribuable aux :		
<b>Propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>(23 270)</b>	<b>58 991</b>
Intérêts minoritaires	(2 022)	(1 353)

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

	31 12.2009	31.12.2008
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(21 248)</b>	<b>60 345</b>
Variation des écarts de conversion	(2 282)	(15 473)
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés des titres non consolidés		
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées	138	589
Quote-part des gains et pertes des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (net d'impôt)	401	(492)
Impôts sur les gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(48)	(203)
<b>Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, nets d'impôt</b>	<b>(1 791)</b>	<b>(15 579)</b>
<b>Total des gains et pertes consolidés</b>	<b>(23 079)</b>	<b>44 766</b>
Dont part attribuable aux:		
<b>Propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>(25 089)</b>	<b>43 511</b>
Intérêts minoritaires	2 010	1 255

(a) Conformément à la norme IAS 1 révisée applicable au 1er janvier 2009

## ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2009	31.12.2008
<b>Résultat net</b>	<b>(21 248)</b>	<b>60 345</b>
Impôt sur le résultat	20 009	24 204
Charges financières nettes	3 751	4 847
<b>Résultats avant charges financières et impôts</b>	<b>2 512</b>	<b>89 395</b>
Dotations aux amortissements	12 864	13 386
Perte de valeur et dotations aux provisions	22 518	(27 740)
(Gain) perte sur cessions d'actifs	5 281	(3 465)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	458	660
Résultat des sociétés mises en équivalence	6 305	4 126
Variation du BFR (hors variation des impôts)	2 512	(22 280)
<b>Flux générés par l'activité</b>	<b>52 450</b>	<b>54 083</b>
Impôts payés	(11 077)	(33 788)
Intérêts encaissés	2 676	9 684
Intérêts payés	(6 182)	(13 667)
<b>Flux opérationnels</b>	<b>A</b>	<b>37 868</b>
<b>Investissements</b>		
Incorporels et corporels	(14 905)	(25 863)
Titres de participation	(5 101)	(86 539)
Autres actifs non courants	(10 153)	(9 839)
<b>Total investissements</b>	<b>B</b>	<b>(30 159)</b>
<b>Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé</b>		
Prix de vente des immobilisations cédées		
Incorporelles et corporelles	663	393
Titres de participation	(29 165)	3 490
Diminutions des autres actifs non courants	5 962	3 446
<b>Total cessions</b>	<b>C</b>	<b>(22 540)</b>
(Augmentation) diminution des placements	<b>D</b>	
<b>Flux d'investissements</b>	<b>E=B+C+D</b>	<b>(52 698)</b>
<b>Somme des flux opérationnels et d'investissements</b>	<b>F=A+E</b>	<b>(14 831)</b>
<b>Opérations sur les capitaux propres</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(1 929)	(1 777)
<b>Mouvements financiers</b>		
Variation des dettes financières	(6 697)	3 813
<b>Flux de financement</b>	<b>G</b>	<b>(8 626)</b>
<b>Autres mouvements</b>		
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie CT	1 404	965
Incidence des différences de conversion sur la trésorerie CT	689	(3 572)
Autres éléments		
<b>Total des autres mouvements</b>	<b>H</b>	<b>2 093</b>
<b>Variation de trésorerie courante</b>	<b>I=F+G+H</b>	<b>(21 363)</b>
<b>Trésorerie début de période</b>	<b>(33 935)</b>	<b>65 236</b>
<b>Trésorerie fin de période</b>	<b>(55 299)</b>	<b>(33 935)</b>

## ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'Euros)	Capital social	Primes d'émission	Autres réserves	Ecart de conversion	Autres variations	Intérêts Minoritaires	Capitaux propres
<b>Solde au 31.12.2007</b>	<b>24 740</b>	<b>0</b>	<b>46 962</b>	<b>(776)</b>	<b>14 556</b>	<b>5 731</b>	<b>91 213</b>
Résultat de la période			58 991			1 353	60 345
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(15 854)	374	(99)	(15 579)
<b>Total des produits et charges comptabilisés en 2007</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>58 991</b>	<b>(15 854)</b>	<b>374</b>	<b>1 255</b>	<b>44 766</b>
Distribution de dividendes						(1 790)	(1 790)
Augmentation de capital							0
Rémunérations sur base d'actions					3 621	116	3 738
Variation de périmètre						43	43
Autres variations					81	70	151
<b>Solde au 31.12.2008</b>	<b>24 740</b>	<b>0</b>	<b>105 953</b>	<b>(16 630)</b>	<b>18 632</b>	<b>5 426</b>	<b>138 120</b>
Résultat de la période			(23 270)			2 022	(21 248)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(1 869)	90	(12)	(1 791)
<b>Total des produits et charges comptabilisés en 2009</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(23 270)</b>	<b>(1 869)</b>	<b>90</b>	<b>2 010</b>	<b>(23 039)</b>
Distribution de dividendes						(1 895)	(1 895)
Augmentation de capital							0
Rémunérations sur base d'actions					778		778
Variation de périmètre						105	105
Autres variations					1 302	1 332	2 634
<b>Solde au 31.12.2009</b>	<b>24 740</b>	<b>0</b>	<b>82 683</b>	<b>(18 499)</b>	<b>20 801</b>	<b>6 977</b>	<b>116 702</b>

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009

### A – REFERENTIEL COMPTABLE

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Lagardère Active Broadcast sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Le référentiel appliqué est constitué des normes IFRS et interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2009. Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes, révisions de normes et interprétations d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ces nouvelles normes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes présentés au 31 décembre 2009 à l'exception de la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » qui a conduit à modifier le format ainsi que l'intitulé de certaines informations et tableaux présentés. Principalement, ce texte substitue à « l'Etat des produits et charges comptabilisés » « l'Etat global des gains et pertes consolidés », présenté séparément à la suite du compte de résultat consolidé. L'analyse détaillée des informations relatives aux gains et pertes enregistrés en capitaux propres est fournie en annexe.

Les nouvelles normes, révisions de normes et interprétations d'application obligatoire pour l'exercice 2009 sont les suivantes :

IAS 1 révisée - Présentation des états financiers,  
IAS 23 révisée - Coûts d'emprunt,  
IFRS 8 - Secteurs opérationnels,  
Amendements à IFRS 1 et IAS 27 - Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée,  
Amendements à IAS 32 et IAS 1 - Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation,  
Amendements 2008 à IAS 39 - Reclassement des actifs financiers,  
Améliorations annuelles des normes IFRS (publiées en mai 2008) - sauf amendements IFRS 1 et IFRS 5,  
Amendements à IFRS 2 - Conditions d'acquisition des droits et annulations,  
Amendements à IFRS 7 - Amélioration des informations sur les instruments financiers,  
Amendements à IFRIC 9 et IAS 39 - Dérivés incorporés,  
IFRIC 11 - Plans d'options au sein d'un groupe,  
IFRIC 13 - Programmes de fidélisation clients,  
IFRIC 14 - Ecrêtement d'un actif de retraite, exigences de leurs financements et interactions

Par ailleurs, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations suivantes dont l'entrée en vigueur est postérieure à l'exercice 2009 :

IAS 24 révisée - Parties liées,  
IAS 27 révisée - Etats financiers consolidés et individuels,  
IFRS 3 révisée - Regroupements d'entreprises,  
IFRS 9 - Instruments financiers - Classification et évaluation,  
Amendements à IAS 32 - Classement des droits de souscription émis,  
Amendements 2008 à IAS 39 - Instruments financiers - Eléments éligibles à la comptabilité de couverture,  
Améliorations annuelles des normes IFRS (publiées en mai 2008) - amendements à IFRS 1 et IFRS 5,  
Améliorations annuelles des normes IFRS (publiées en avril 2009),  
Amendements à IFRS 2 - Comptabilisation des plans dénoués en trésorerie au sein d'un groupe,  
IFRIC 12 - Accords de concessions de services,  
IFRIC 14 - Retraites - Paiement anticipé au titre d'une exigence de financement minimal,  
IFRIC 15 - Contrats de construction immobilière,  
IFRIC 16 - Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger,  
IFRIC 17 - Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires,  
IFRIC 18 - Transferts d'actifs par des clients,  
IFRIC 19 - Extinction de passifs financiers par des instruments de capitaux propres.

Les normes IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée modifient substantiellement les principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises. Elles s'appliqueront de façon prospective aux transactions réalisées à compter du 1er janvier 2010. Concernant les autres textes cités, le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif qui serait lié à leur application.

#### **Bases d'évaluation**

Les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers qui sont comptabilisés selon la convention de la juste valeur.

#### **Jugements et utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

La Direction du Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient diverger de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

---

## **B – PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION**

---

### **B.1 - Périmètre**

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux, intégrés selon les méthodes de consolidation décrites ci-après, des entités contrôlées par la mère (filiales), des entités contrôlées conjointement (co-entreprises) ainsi que des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière (entreprises associées). L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, une participation supérieure ou égale à 20 %.

### **B.2 - Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation utilisées sont :

- **l'intégration globale** pour les sociétés filiales dans lesquelles le groupe Lagardère Active Broadcast exerce le contrôle. Le contrôle consiste dans le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ces sociétés. Les comptes sont intégrés à 100 % poste à poste. Au sein des capitaux propres consolidés, la quote-part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales intégrées est présentée sous une ligne spécifique.

- **la mise en équivalence** pour les sociétés contrôlées conjointement et les entreprises associées. Cette méthode consiste à ne retenir dans les comptes consolidés que la quote-part de capitaux propres correspondant au pourcentage détenu par le Groupe.

La liste des sociétés consolidées par intégration globale et mise en équivalence est présentée en note F.

### **B.3 - Dates d'arrêtés comptables**

Les dates d'arrêtés des comptes des sociétés consolidées correspondent à l'année civile.

### **B.4 - Conversion des états financiers des filiales étrangères**

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en Euros suivant la méthode du cours de clôture, selon laquelle :

- les postes du bilan sont convertis en Euros sur la base des cours officiels de change de fin d'exercice.
- les postes du compte de résultat sont convertis, pour chaque devise, en utilisant le cours moyen de l'exercice.

Les différences résultant de la conversion de ces états financiers sont inscrites directement dans un compte spécial au sein des capitaux propres (« Ecart de conversion »).

Les écarts d'acquisition et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont exprimés dans la devise de l'entité et sont convertis au taux de clôture. Lors de la cession d'une entité étrangère, les différences de conversion antérieurement comptabilisées en capitaux propres sont reprises en résultat.

## **B.5 - Opérations et comptes réciproques**

Les opérations internes ainsi que les comptes réciproques entre les sociétés du Groupe sont éliminés. Les provisions pour dépréciation se rapportant à des participations ou à des créances détenues sur les sociétés consolidées sont réintégrées dans les capitaux propres consolidés, les mouvements de l'exercice étant neutralisés dans le compte de résultat.

---

## **C – REGLES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

---

### **C.1 - Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits et de services dès lors que le transfert de propriété est réalisé ou que la prestation est rendue aux clients.

Les achats et ventes correspondant à des opérations d'échange semblables sont éliminés et n'apparaissent donc pas au compte de résultat.

Pour les activités de régie publicitaire, de distribution de droits audiovisuels, le chiffre d'affaires est constitué des seules commissions perçues.

### **C.2 - Contrats de location simple**

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

### **C.3 – Indicateurs utilisés pour mesurer la performance du Groupe**

Le Groupe utilise comme principal indicateur de performance le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées qui se calcule de la façon suivante à partir du résultat avant charges financières et impôts :

#### **Résultat avant charges financières et impôts**

Eléments à exclure :

Plus ou moins values de cession d'actifs

Pertes de valeur sur écarts d'acquisition et immobilisations corporelles & incorporelles

Charges de restructuration

---

#### **= Résultat opérationnel courant**

Moins :

Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions

---

#### **= Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées**

### **C.4 - Conversion des opérations réalisées en devises**

Au bilan, les dettes et créances libellées en devises étrangères sont converties en Euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change en résultant sont enregistrées en résultat, à l'exception de celles se rapportant à des opérations de financement à long terme d'une entité consolidée qui sont inscrites directement en capitaux propres.

### **C.5 - Paiement fondé sur des actions**

Des options d'achat d'actions et des attributions d'actions gratuites ont été accordées à certains dirigeants et salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », est enregistré en charges de personnel un montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires, calculé à la date d'octroi des options et des attributions. La contrepartie de cette charge est directement inscrite en capitaux propres. La norme s'applique aux plans mis en place à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005.



La juste valeur de la charge est calculée en utilisant les modèles binomial (options d'achat d'actions) et de type Black & Scholes (attributions d'actions gratuites). Sont pris en compte les caractéristiques du plan (prix et période d'exercice), les données de marché à la date d'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La charge est étalée sur la période d'acquisition des droits (deux ans pour les plans Lagardère SCA) et, durant cette période, peut être corrigée en fonction des départs ou des radiations. L'évolution ultérieure du cours de l'action n'entraîne, quant à elle, aucune modification de la charge à comptabiliser.

#### **C.6 – Résultat financier**

Le résultat financier se compose des charges financières supportées en relation avec les dettes de financement du Groupe ainsi que des produits financiers perçus sur les placements et la trésorerie. Il enregistre également les résultats dégagés sur les opérations de produits dérivés dès lors que ces opérations sont rattachables aux dettes, aux placements financiers et à la trésorerie.

#### **C.7 – Impôts différés**

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires qui apparaissent lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. En cas de changement de taux d'impôt, les impositions différées sont ajustées au nouveau taux en vigueur sur l'exercice où le changement est connu et l'ajustement imputé en compte de résultat (méthode du report variable). Les impôts différés sont calculés en application des taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés qui s'appliqueront sur les exercices probables au cours desquels les différences temporaires s'inverseront. Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Au niveau de chaque entité fiscale (société ou groupe de sociétés adhérentes à un régime d'intégration fiscale), les actifs d'impôts différés sur différences temporaires et ceux attachés aux crédits d'impôt et déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que lorsque leur utilisation est probable dans un futur prévisible.

Pour les titres mis en équivalence et dans la mesure où l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale représente les résultats accumulés non distribués depuis la date d'acquisition, l'impôt différé est calculé par application du taux d'imposition qui sera supporté par le Groupe lors de la distribution de ces résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils sont générés par des opérations directement enregistrées en capitaux propres auquel cas ils suivent le même traitement comptable.

#### **C.8 – Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition**

L'écart d'acquisition correspond à l'écart constaté, à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la quote-part attribuable à l'acquéreur dans les capitaux propres après valorisation à leur juste valeur des éléments d'actifs et de passifs identifiables à cette date. Lorsque cette quote-part est supérieure au coût du regroupement, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat. Les écarts d'acquisition sont initialement comptabilisés au coût d'entrée en tant qu'actif et sont ensuite évalués au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de valeur lors de chaque clôture annuelle ou ponctuellement en cas d'indices de pertes de valeur liés à l'apparition d'indicateurs de performance défavorables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant de l'écart d'acquisition qui lui est attribuable est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises consolidées par mise en équivalence sont inclus dans la valeur comptable des titres mis en équivalence.

#### **C.9 – Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation. Celles dont la durée de vie est indéterminée ne sont pas amorties mais font l'objet de tests périodiques de dépréciation analogues à ceux pratiqués pour les écarts d'acquisition.

### C.10 – Tests de dépréciation

Le Groupe analyse régulièrement la valeur comptable de ses actifs corporels et incorporels afin d'apprécier s'il existe un indice quelconque de perte de valeur, notamment en cas d'apparition d'indicateurs de performances défavorables. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation afin de la comparer à sa valeur comptable. La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée est estimée à chaque date de clôture annuelle, indépendamment de tout indice de perte de valeur. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est enregistrée en résultat. Lorsqu'elle porte sur un écart d'acquisition, la perte de valeur est définitive et ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

Dans le cas où il n'est pas possible ou pertinent d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, l'estimation est réalisée au niveau de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle cet actif appartient.

La détermination de la valeur recouvrable est réalisée au travers de l'utilisation de deux méthodes :

- la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés générés par l'actif testé ou par l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle il appartient ;
- la méthode des comparables boursiers ou à défaut la référence à des valeurs de transaction récentes sur des actifs comparables.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des prévisions qui ressortent des derniers budgets-plans internes disponibles qui couvrent généralement une période de trois à cinq ans. Au-delà de cette période, il est fait application d'un taux de croissance à long terme spécifique à l'activité.

Les taux d'actualisation appliqués à ces flux de trésorerie sont calculés après impôt et propres à chacune des activités. Au 31 décembre, les taux généralement retenus se situent dans les fourchettes suivantes :

	2009	2008
taux d'actualisation (taux sans risque majoré de la prime de risque de marché)	8,28 %	8,28 %
taux de croissance	1 à 1,5 %	1,5 à 2,5 %

### C.11 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées suivant la méthode du coût historique amorti. Le Groupe n'a pas retenu l'option offerte par IFRS 1, norme fixant les règles de première application des normes internationales, de les réévaluer à leur juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés directement dans les charges de l'exercice.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire appliqué aux durées d'utilisation estimées dont les fourchettes par catégorie d'immobilisations sont :

Constructions	20 à 33 ans
Matériel et outillage industriels	3 à 10 ans
Autres matériels, mobilier, installations générales et agencements	2 à 10 ans

La base amortissable est constituée du coût d'acquisition réduit, le cas échéant, de la valeur résiduelle attribuable à l'issue de la durée de vie utile. A l'exception de l'immeuble abritant le siège social du Groupe, la valeur résiduelle retenue est généralement nulle.

### *Contrats de location financement*

Toutes les opérations significatives de locations financières sont comptabilisées comme des investissements financés par emprunt. Les contrats de location sont ainsi classés lorsqu'ils transfèrent au Groupe et en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont qualifiés de contrats de location simple.

Les actifs sont amortis, comme les autres actifs détenus, sur leur durée d'utilité attendue ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location.

## **C.12 – Stocks et en-cours**

Les stocks et en-cours sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition ou de production et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Les stocks concernent essentiellement des œuvres de production audiovisuelle et des droits audiovisuels acquis par les chaînes thématiques.

## **C.13 – Actifs financiers**

### **Titres non consolidés**

Les titres non consolidés sont initialement enregistrés à leur prix de revient. Au regard des critères définis dans la norme IAS 39, ces titres sont exclusivement qualifiés de titres disponibles à la vente.

Lors de chaque clôture, ils sont évalués à leur juste valeur, représentative de leur valeur de marché, dès lors que le Groupe dispose d'éléments d'évaluation suffisamment fiables, notamment lorsqu'il existe un marché actif. Dans le cas contraire, ils sont maintenus à leur valeur d'entrée.

Si la juste valeur, lorsqu'elle peut être déterminée, est supérieure à la valeur d'entrée, les titres sont réévalués par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

En cas de moins value identifiée, une perte de valeur est comptabilisée et enregistrée :

- en résultat si la perte présente un caractère permanent ; toute réappréciation ultérieure viendra alors s'imputer en capitaux propres ;
- en capitaux propres si la perte est présumée présenter un caractère temporaire.

Lors de la cession des titres, les ajustements de valeur inscrits en capitaux propres sont repris et comptabilisés au compte de résultat.

### **Prêts et créances**

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. Des pertes de valeur sont enregistrées en résultat lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur comptable.

### **Trésorerie**

La trésorerie comprend :

- les liquidités et dépôts à vue ;
- les dépôts et prêts dont l'échéancier de remboursement est inférieur à trois mois ;
- les valeurs mobilières de placement qui ne présentent pas de risque significatif de variation de valeur et qui peuvent être aisément converties en disponibilités (cas des SICAV monétaires notamment) ; elles sont comptabilisées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les placements en actions et obligations ainsi que les dépôts et prêts à échéance supérieure à trois mois sont exclus de la trésorerie et présentés au bilan dans le poste Placements financiers.

## **C.14 – Passifs financiers**

Les passifs financiers comprennent les dettes financières, les fournisseurs et comptes rattachés et autres passifs. Ils sont évalués au coût amorti sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Des règles particulières d'évaluation, décrites en note C.16 ci-dessous, s'appliquent lorsque les passifs financiers sont adossés à des instruments dérivés de couverture.

## **C.15 – Engagements de rachats d'intérêts minoritaires**

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des options de vente de leurs participations à des conditions déterminées. Toutefois, certaines valeurs de rachat n'ont pas fait l'objet de prix au départ mais seront dépendantes d'expertises ultérieures.

La norme IAS 32 considère que ces options de vente doivent être comptabilisées comme des dettes financières. Au bilan, lors de la comptabilisation initiale, l'engagement de rachat est enregistré, pour son montant estimé actualisé, en dettes financières par contrepartie des intérêts minoritaires et, pour le solde, en écart d'acquisition.

Au compte de résultat, le résultat net consolidé de l'exercice est réparti entre la part du Groupe et les intérêts minoritaires conformément aux droits juridiques effectivement détenus. La part des intérêts minoritaires dans le résultat de même que les dividendes qui leur ont été versés au cours de l'exercice viennent au bilan compléter la dette financière.

Toute variation de la valeur estimée de la dette est ensuite comptabilisée par un ajustement correspondant du montant de l'écart d'acquisition.

### **C.16 – Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt. Ces instruments financiers sont initialement comptabilisés au bilan parmi les autres actifs ou passifs courants pour leur coût d'acquisition et sont ultérieurement évalués à leur valeur de marché (juste valeur). Les variations de valeur sont inscrites en compte de résultat.

Cependant, certains instruments dérivés peuvent être qualifiés d'instruments de couverture de juste valeur (couverture contre les risques de change et de taux relatifs à des dettes financières notamment) ou de flux futurs de trésorerie (dans le cas de ventes ou d'achats futurs).

La comptabilité de couverture leur est applicable si les critères suivants sont réunis :

- la relation de couverture est clairement définie et étayée par une documentation appropriée à la date de mise en place de l'opération ;
- l'efficacité de la couverture peut être démontrée dès l'origine et de manière fiable.

Les conséquences comptables de la comptabilité de couverture sont les suivantes :

- Couvertures de juste valeur

Les instruments dérivés de même que les éléments couverts sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur de l'instrument dérivé et de l'élément couvert sont symétriquement inscrites en compte de résultat. Lorsque la couverture est efficace, la variation de juste valeur du produit dérivé se trouve neutralisée par une variation de sens opposé de la juste valeur de l'élément couvert.

- Couvertures de flux futurs de trésorerie

La part efficace de la variation de juste valeur est inscrite directement en capitaux propres, seule la part inefficace étant enregistrée en compte de résultat.

Les montants enregistrés en capitaux propres sont ultérieurement repris en résultat lors de la réalisation de la transaction couverte.

### **C.17 – Provisions pour retraites et obligations assimilées**

Des provisions sont constituées afin de couvrir la valeur actualisée des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, la seule obligation du Groupe réside dans le paiement de primes ou cotisations à des organismes extérieurs ; ces primes et cotisations sont comptabilisées en charges à leur date d'échéance.

Les régimes à prestations définies dans lesquels le Groupe est engagé sont principalement constitués à l'étranger par des plans de retraite et en France par le régime des indemnités de fin de carrière versées aux salariés au moment de leur départ.

La valeur actualisée des engagements sociaux est calculée en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées qui repose sur le principe que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations. La méthode prend en compte des paramètres tels que :

- l'évolution prévisible des salaires ;
- la rotation des effectifs ;
- le risque de mortalité ;
- un taux d'actualisation financière et, si applicable, un taux de rendement attendu sur les actifs financiers dédiés.

Ces évaluations sont réalisées de façon complète au minimum tous les trois ans et mises à jour annuellement sauf événements exceptionnels nécessitant un chiffrage plus rapproché (modifications substantielles dans les conditions du régime ou dans la composition des effectifs couverts par exemple).

Le Groupe a choisi d'appliquer au 1<sup>er</sup> janvier 2007 l'option offerte par la norme IAS 19 révisée qui permet de comptabiliser directement en capitaux propres les gains et pertes actuariels nés des changements d'hypothèses intervenus dans le calcul des engagements.

## C.18 - Autres provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé qui a été notifié aux parties concernées.

---

## D – PRINCIPALES VARIATIONS DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

---

Comparé à l'exercice 2008, le périmètre au 31 décembre 2009 comporte les principales modifications suivantes :

### Pôle Radio

- Entrée en consolidation des sociétés Virgin Radio Réseau Sud, Virgin Radio Réseau Nord, RFM Réseau Sud et RFM Réseau Nord toutes consolidées par intégration globale,
- La société Okey Radio en Slovaquie, qui était consolidée par intégration globale, est depuis le 30 mars 2009 consolidée par la méthode de mise en équivalence,
- Les sociétés Allemandes Euro Radio Saar, 107.8 Antenne AC Gmbh et, 107.8 Antenne AC Gmbh & Co qui étaient consolidées par mise en équivalence, sont depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 consolidée par intégration globale.

### Pôle Régie

- Cession de la société Lagardère Active Publicité. Cette société détient les sociétés Régie Radio Music, Lagardère Métropole (ex-Lagardère Active Publicité Région), Régie 1 et Europe Régies Ouest qui sortent du périmètre de consolidation Lagardère Active Broadcast au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

### Pôle Audiovisuel

- L'entrée dans le périmètre de consolidation de la société Merlin Holding, société de production de droits audiovisuels détenue à 55,30% et consolidée par intégration globale au 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- Acquisition de 51,00% de la société Electron Libre Production, société de production de droits audiovisuels, consolidée par intégration globale au 1<sup>er</sup> mars 2009.
- Acquisition de 69,99% de la société Carson Production, société de production de droits audiovisuels, consolidée par intégration globale au 1<sup>er</sup> juillet 2009.
- Création de la société LTI Vostok société de chaine en Russie, consolidée par intégration globale au 1<sup>er</sup> juillet 2009.

---

## E-- NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

---

### E.1 – Information sectorielle

La structure du groupe Lagardère Active Broadcast repose sur deux pôles opérationnels : les pôles Radio et Régies Radio, et Télévision.

Le premier niveau d'informations sectorielles est fourni par branches d'activité ce qui correspond à la structure d'organisation et de gestion du Groupe. Le second niveau est présenté par zones géographiques.

**a) Informations par secteurs d'activité**

(en millions d'Euros)	2009			2008		
	Radio et régie radio	Télévision et autres	Total Consolidé	Radio et régie radio	Télévision et autres	Total consolidé
Chiffre d'affaires	212,1	195,3	407,5	311,5	207,5	519,0
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	29,1	7,2	36,3	63,4	31,9	95,3
Résultat avant charges financières et impôts	3,3	(0,8)	2,5	62,5	26,9	89,4
Flux opérationnels	31,4	6,4	37,9	23,0	(6,7)	16,3
Flux nets d'investissements	(35,8)	(16,8)	(52,7)	(41,7)	(73,2)	(114,9)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(4,4)	(10,4)	(14,8)	(18,7)	(79,9)	(98,6)

**b) Informations par secteurs géographiques**

Chiffre d'affaires	31.12.2009	31.12.2008
France	299 074	372 267
Union Européenne des 25	69 408	86 171
Autres pays européens	37 326	57 686
U.S.A et Canada	150	14
Moyen-Orient	658	2 488
Asie-Océanie	85	68
Autres (Afrique, Amérique Latine)	754	325
<b>Total</b>	<b>407 456</b>	<b>519 018</b>

Actifs	31.12.2009	31.12.2008
France	536 556	647 982
Union Européenne des 25	89 777	99 455
Autres pays européens	84 364	83 654
<b>Total</b>	<b>710 696</b>	<b>831 090</b>

Investissements (immobilisations incorporelles et corporelles)	31.12.2009	31.12.2008
France	11 620	11 031
Union Européenne	2 705	8 547
Autres pays européens	580	6 285
<b>Total</b>	<b>14 905</b>	<b>25 863</b>

\* hors trésorerie et titres mis en équivalence

### c) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose en :

	31.12.2009	31.12.2008
Chiffre d'affaires Production et distribution	126 901	110 650
Chiffre d'affaires Abonnés (Chaînes Thématiques)	44 785	46 387
Publicité	208 309	312 473
Echanges dissemblables	3 921	7 360
Autres ventes	23 540	42 148
<b>Total</b>	<b>407 456</b>	<b>519 018</b>

	31.12.2009	31.12.2008
France	299 136	372 267
Etranger	108 320	146 751
<b>Total</b>	<b>407 456</b>	<b>519 018</b>

*Le Chiffre d'affaires de l'ensemble consolidé se dégrade sur l'exercice 2009 de - 21,49 % en données brutes et de - 9,5 % à périmètre et taux de change comparables.*

*La variation du chiffre d'affaires à périmètre et change comparables est calculée par comparaison entre :*

- le chiffre d'affaires 2009 retraité des entrées de périmètre et le chiffre d'affaires 2008 retraité des sorties de périmètre intervenues en 2009 ;*
- le chiffre d'affaires 2009 et le chiffre d'affaires 2008 retraité sur la base des taux de change applicables en 2008.*

### E.2 - Frais de personnel

#### a) Effectifs

Les effectifs moyens des entreprises consolidées par intégration se ventilent comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
Radio et régie Radio	1 674	1 866
Télévision	215	239
Autres	1	195
<b>Total</b>	<b>1 890</b>	<b>2 300</b>

#### b) Charges de personnel

	31.12.2009	31.12.2008
Salaires et rémunérations	109 534	146 675
Charges sociales	40 895	53 013
Coût des plans d'options	778	3 723
<b>Total</b>	<b>151 207</b>	<b>203 411</b>

### c) Rémunération sur la base d'actions

Sur autorisation donnée par l'Assemblée Générale des Actionnaires de Lagardère SCA, maison-mère de Lagardere Active Broadcast, la Gérance du Groupe LAGARDERE a mis en place au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe des plans d'options de souscription et d'achat d'actions Lagardère SCA.

Conformément aux principes énoncés en Note C.5 « Rémunération sur la base d'actions », les options accordées à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1er janvier 2005 ont été évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution.

Selon les termes définis dans les règlements des plans, les options sont acquises au bout de deux ans et expirent au dixième anniversaire à partir de la date d'attribution.

Les hypothèses utilisées pour le calcul de la juste valeur des options par le modèle binomial sont détaillées ci-dessous :

	Plan du 01/10/09	Plan du 28/12/07	Plan du 14/12/06
Cours de l'action à la date d'attribution	31,58€	51,14€	59,85€
Prix d'exercice	(1)	(1)	55,84€
Volatilité attendue	(2)	27%	27%
Taux de dividendes attendu	4%	2%	2%
Taux sans risque	(2)	4,19%	3,85%

(1)- Actions gratuites.

(2)-Compte tenu de l'absence des conditions de performance sur les actions gratuites n/a.

### E.3 - Pertes de valeur et autres charges et produits des activités

	31.12.2009	31.12.2008
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	(10 527)	484
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles	(175)	63
<b>Sous total</b>	<b>(10 702)</b>	<b>547</b>
Plus et moins values de cessions d'actifs	(4 765)	2 590
Restructurations	(12 064)	(4 902)
Pertes de valeur sur autres actifs	(4 077)	(8 332)
Pertes de valeur PRC (hors restructuration)	90	28 424
Abandon de créances	(173)	(2 933)
Gains et pertes de change	596	586
Charges financières hors intérêts	(29)	(99)
Autres charges et produits	6 171	793
<b>Sous total</b>	<b>(14 250)</b>	<b>16 126</b>
<b>Total</b>	<b>(24 952)</b>	<b>16 673</b>

Les pertes de valeur sur immobilisations incorporelles résultent des tests de valeur pratiqués conformément à la méthode décrite au paragraphe C9 de la Note C des Règles comptables et méthodes d'évaluation. Ce poste inclut une perte de valeur de 8,1 M€ des écarts d'acquisition de sociétés de Radio et de 2,5 M€ des écarts d'acquisition de sociétés d'Audiovisuelle.



#### E.4 - Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'analysent comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
Charges d'intérêts des dettes financières	(6 054)	(13 667)
Produits financiers sur prêts	2 576	9 196
Revenus des placements et produits des cessions des VMP	178	561
Variation de juste valeur des produits dérivés sur endettement net	(451)	(937)
<b>Total</b>	<b>(3 751)</b>	<b>(4 847)</b>

#### E.5 - Impôt sur les résultats

##### a) Ventilation de la charge d'impôt comptabilisée en résultat

La charge d'impôt au compte de résultat se ventile en :

	31.12.2009	31.12.2008
Impôt courant	(23 873)	(23 879)
Mouvements sur les impôts différés	3 864	(325)
<b>Total</b>	<b>(20 009)</b>	<b>(24 204)</b>

##### b) Rapprochement de la charge d'impôt

Le rapprochement entre la charge totale d'impôt comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique se présente comme suit pour les exercices 2008 et 2009 :

	31.12.2009	31.12.2008
Résultat avant impôts	(1 239)	84 548
Contribution des sociétés mises en équivalence	6 305	4 126
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	8 417	0
<b>Résultat des sociétés intégrées avant impôts et pertes de valeur sur immobilisations incorporelles</b>	<b>13 483</b>	<b>88 674</b>
Charge d'impôt théorique (1)	(4 642)	(30 531)
<b>Incidence sur l'impôt théorique des :</b>		
Résultats taxés (déduits) à taux réduit	(678)	(1 008)
Déficits imputés dans l'exercice (2)	2 219	3 904
Déficits créés dans l'exercice (2)	(14 304)	(7 511)
Différentiels de taux d'imposition dans les filiales étrangères	2 586	4 901
Limitation des impôts différés		2 749
Différences permanentes et autres éléments	(5 190)	3 291
<b>Charge d'impôt réelle</b>	<b>(20 009)</b>	<b>(24 203)</b>

(1) Au taux en vigueur en France

(2) Déficits n'ayant pas donné lieu à constitution d'impôts différés

**c) Impôts différés comptabilisés au bilan**

	31.12.2009	31.12.2008
Actifs incorporels	(14 150)	(14 332)
Actifs corporels	288	250
Actifs financiers non courants	(11)	133
Actifs courants hors stocks	57	881
Stocks et en-cours	182	(71)
Provisions pour retraites	1 726	1 923
Autres provisions	(442)	1 168
Autres passifs hors provisions	3 596	878
Trésorerie	(572)	(568)
<b>Sous-total différences temporaires</b>	<b>(9 326)</b>	<b>(9 738)</b>
Pertes reportables	915	
Crédits d'impôts		
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>(8 411)</b>	<b>(9 738)</b>
Actifs d'impôts différés	22 936	24 887
Limitation d'impôts différés actifs	(17 255)	(18 598)
Passifs d'impôts différés	(14 092)	(16 027)

**d) Suivi des impôts différés**

	31.12.2009	31.12.2008
Actifs (passifs) d'impôts différés nets à l'ouverture de l'exercice	(9 738)	(8 911)
Produits (charges) d'impôts au compte de résultat	3 864	(325)
Autres	(2 537)	(502)
<b>Actifs (passifs) d'impôts différés nets à la clôture</b>	<b>(8 411)</b>	<b>(9 738)</b>

Au 31/12/2009 le poste autres inclus -2,0 million d'euros d'impact sur l'Impôt Actif lié à la sortie des sociétés de régie.

**E.6 - Résultat par action**

Résultat par action non dilué

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net-part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe. Dans le cas de variations du nombre d'action liées à l'exercice des options sur actions consenties au personnel (mouvements répartis sur l'ensemble de l'année), il est fait la moyenne entre le nombre d'actions à l'ouverture et à la clôture de l'exercice.

Résultat par action dilué

La seule catégorie d'actions dilutives est constituée par les options sur actions consenties au personnel dès lors que le prix d'exercice est inférieur au cours de l'action coté à la date de clôture des comptes.

A ce jour, le Groupe n'a pas consenti d'options sur les actions de Lagardere Active Broadcast. Pour le calcul du résultat par action dilué, le nombre moyen d'actions en circulation est corrigé du nombre d'options non encore exercées. Le résultat net-part du Groupe de l'exercice est également ajusté par la prise en compte des produits financiers, nets d'impôt, induits par l'exercice des options de souscription.

(en euros)	31.12.2009	31.12.2008
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre	1 649 371	1 649 371
Ajustements :	-	-
-actions propres	-	-
-effet des augmentations de capital pondérées "prorata temporis"	-	-
<b>Nombre moyen pondéré avant dilution</b>	<b>1 649 371</b>	<b>1 649 371</b>
Effet pondéré des instruments dilutifs	-	-
<b>Nombre moyen pondéré après dilution</b>	<b>1 649 371</b>	<b>1 649 371</b>
Résultat net-part du Groupe non dilué (en Euros)		
-avant perte de valeur des écarts d'acquisition	(9.01)	35.77
-après perte de valeur des écarts d'acquisition	(14.1)	35.77
Résultat net-part du Groupe dilué (en Euros)		
-avant perte de valeur des écarts d'acquisition	(9.01)	35.77
-après perte de valeur des écarts d'acquisition	(14.1)	35.77

### E.7 - Ecarts d'acquisition

Au bilan, les écarts d'acquisition nets concernent les sociétés suivantes :

(en milliers d'euros)		31.12.2009	31.12.2008
Ecart d'acquisition - valeur brute :			
	Radio et Régie Radio	106 774	119 672
	Télévision	119 126	95 319
<b>Total - valeur brute</b>		<b>225 900</b>	<b>214 991</b>
Ecart d'acquisition -- pertes de valeur :			
	Radio et Régie Radio	(6 004)	(127)
	Télévision	(52 008)	(49 472)
<b>Total -- pertes de valeur</b>		<b>(58 012)</b>	<b>(49 599)</b>
Ecart d'acquisition – valeur nette :			
	Radio et Régie Radio	100 769	119 545
	Télévision	67 118	45 847
<b>Ecart d'acquisition – valeur nette</b>		<b>167 887</b>	<b>165 392</b>

Principaux mouvements des exercices 2009 et 2008 :

(en milliers d'euros)		31.12.2009	31.12.2008
Valeur brute de début d'exercice		214 991	228 889
	acquisitions/augmentations	23 807	19 476
	Autres acquisitions/augmentations		
	diminutions/cessions		
autres mouvements (conversion, modification de périmètre, conversion...)		(12 898)	(33 374)
<b>Valeur brute en fin d'exercice</b>		<b>225 900</b>	<b>214 991</b>
Pertes de valeur en début d'exercice		(49 599)	(49 610)
	dotations	(8 414)	
autres mouvements (conversion, modification de périmètre, conversion...)			11
<b>Pertes de valeur en fin d'exercice</b>		<b>(58 013)</b>	<b>(49 599)</b>
<b>Valeur nette en fin d'exercice</b>		<b>167 887</b>	<b>165 392</b>

Les principales variations des écarts d'acquisition nets de l'exercice 2009 correspondent à :

- la nouvelle estimation des passifs financiers liée à l'acquisition des 2% d'Europa Plus France
- l'acquisition des sociétés françaises Merlin Holding, Electron Libre et Carson Production (y compris options de ventes octroyées aux minoritaires)
- change

Les effets de la comptabilisation des options de ventes octroyées aux minoritaires sont analysés en paragraphe E.16 (effets sur les capitaux propres et le résultat).

**E.8 - Immobilisations incorporelles**

<i>Valeurs brutes</i>	Solde au 01.01.2009	Acquisitions		Variation de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2009
œuvres audiovisuelles	87 966	116			(26)		161	88 217
autres	22 463	915		(1 505)	(604)	124	2 043	23 435
Marques	40 462	9		8		(7)		40 472
Droit d'utilisation de fréquences	18 547	74		2 272		(98)		20 795
Autres immobilisations incorporelles	7 731	1 083		(228)	(122)	(15)	(83)	8 366
<b>Total</b>	<b>177 170</b>	<b>2 197</b>	<b>0</b>	<b>547</b>	<b>(752)</b>	<b>3</b>	<b>2 120</b>	<b>181 285</b>

  

<i>Amortissements et pertes de valeur</i>	Solde au 01.01.2009	Amortissements	Pertes de valeur	Variations de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2009
œuvres audiovisuelles	(87 726)	(594)	508		23		1	(87 788)
autres	(13 356)	(1 157)	(508)	1 408	611	(85)	(988)	(14 075)
Marques	(17 170)	(18)				4		(17 184)
Droit d'utilisation de fréquences	(48)		(2 272)			2		(2 318)
Autres immobilisations incorporelles	(1 471)	(2 418)	105	(258)	122		8	(3 912)
<b>Total</b>	<b>(119 771)</b>	<b>(4 186)</b>	<b>(2 167)</b>	<b>1 150</b>	<b>756</b>	<b>(79)</b>	<b>(979)</b>	<b>(125 276)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>57 399</b>	<b>(1 989)</b>	<b>(2 167)</b>	<b>1 697</b>	<b>4</b>	<b>(76)</b>	<b>1 141</b>	<b>56 008</b>

  

<i>Valeurs brutes</i>	Solde au 01.01.2008	Acquisitions		Variation de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Oeuvres audiovisuelles	87 966	116			(26)		161	88 217
Autres Concessions brevet licences	17 758	5 384		(2 271)	(16)	(1 276)	2 633	22 212
Marques	40 467	42			(0)	(26)	(21)	40 462
Droit d'utilisation de fréquences	17 808	356		(204)	(102)	(294)	983	18 547
Autres immobilisations incorporelles	4 299	3 677		480	(391)	(96)	(238)	7 731
<b>Total</b>	<b>168 298</b>	<b>9 575</b>	<b>0</b>	<b>(1 995)</b>	<b>(535)</b>	<b>(1 692)</b>	<b>3 518</b>	<b>177 170</b>

  

<i>Amortissements et pertes de valeur</i>	Solde au 01.01.2008	Amortissements	Pertes de valeur	Variations de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Oeuvres audiovisuelles	(87 726)	(594)	508		23		1	(87 788)
Autres Concessions brevet licences	(15 631)	(1 224)		2 550	16	692	303	(13 294)
Marques	(17 166)	(17)				13		(17 170)
Droit d'utilisation de fréquences					101	6	(156)	(48)
Autres immobilisations incorporelles	(737)	(669)	(68)	(362)	391	45	(72)	(1 471)
<b>Total</b>	<b>(121 260)</b>	<b>(2 504)</b>	<b>440</b>	<b>2 188</b>	<b>532</b>	<b>757</b>	<b>77</b>	<b>(119 771)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>47 038</b>	<b>7 071</b>	<b>440</b>	<b>194</b>	<b>(3)</b>	<b>(935)</b>	<b>3 594</b>	<b>57 399</b>

### E.9 - Immobilisations corporelles

La répartition par nature des immobilisations corporelles est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i>	Solde au 01.01.2009	Acquisition s		Variatio n de périmètr e	Cessions	Ecart de conver sion	Autres flux	Solde au 31.12.2009
Terrains	6 184							6 184
Constructions	38 217	1 106		25	(263)	(155)	759	39 688
Installations techniques	68 441	1 391		(108)	(4 246)	14	5 347	70 840
Autres immobilisations corporelles	42 159	2 133		(2 503)	(3 134)	(127)	(1 130)	37 399
Immobilisations en cours	3 150	3 238		(445)	(310)	(124)	(3 622)	1 885
<b>Total</b>	<b>158 151</b>	<b>7 868</b>	<b>0</b>	<b>(3 031)</b>	<b>(7 953)</b>	<b>(393)</b>	<b>1 354</b>	<b>155 996</b>

  

<i>Amortissements et pertes de valeur</i>	Solde au 01.01.2009	Amortisse ments	Pertes de valeur	Variatio ns de périmètr e	Cessions	Ecart de conver sion	Autres flux	Solde au 31.12.2009
Terrains	(59)							(59)
Constructions	(26 327)	(1 588)	(144)	(18)		(41)	(11)	(28 130)
Installations techniques	(59 460)	515		373	32	(30)	(4 046)	(62 615)
Autres immobilisations corporelles	(31 485)	(529)	(189)	2 244	127	67	2 186	(27 580)
Immobilisations en cours	(17)					1	16	
<b>Total</b>	<b>(117 348)</b>	<b>(1 602)</b>	<b>(333)</b>	<b>2 599</b>	<b>159</b>	<b>(3)</b>	<b>(1 855)</b>	<b>(118 383)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>40 803</b>	<b>6 266</b>	<b>(333)</b>	<b>(432)</b>	<b>(7 794)</b>	<b>(396)</b>	<b>(501)</b>	<b>37 613</b>

<i>Valeurs brutes</i>	Solde au 01.01.2008	Acquisitions		Variation de périmètre	Ces- sions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Terrains	6 336	27		(179)				6 184
Constructions	32 010	5 037		(32)	(59)	(953)	2 215	38 217
Installations techniques	73 585	4 275		(8 954)	(671)	(1 503)	1 708	68 441
Autres immobilisations corporelles	47 108	4 265		(9 093)	(742)	(993)	1 615	42 159
Immobilisations en cours	6 034	7 386		(109)	(73)	(404)	(9 684)	3 150
<b>Total</b>	<b>165 073</b>	<b>20 990</b>	<b>0</b>	<b>(18 367)</b>	<b>(1 545)</b>	<b>(3 853)</b>	<b>(4 146)</b>	<b>158 151</b>

<i>Amortissements et pertes de valeur</i>	Solde au 01.01.2008	Amortis- sements	Pertes de valeur	Variation s de périmètre	Ces- sions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Terrains	(59)							(59)
Constructions	(25 409)	(1 178)		16	8	232	4	(26 327)
Installations techniques	(63 341)	(3 927)		6 781	59	1 132	(163)	(59 460)
Autres immobilisations corporelles	(33 656)	(4 345)	(4)	6 004		618	(103)	(31 485)
Immobilisations en cours	(20)					3		(17)
<b>Total</b>	<b>(122 485)</b>	<b>(9 451)</b>	<b>(4)</b>	<b>12 801</b>	<b>67</b>	<b>1 985</b>	<b>(262)</b>	<b>(117 348)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>42 588</b>	<b>11 539</b>	<b>(4)</b>	<b>(5 566)</b>	<b>(1 478)</b>	<b>(1 868)</b>	<b>(4 408)</b>	<b>40 803</b>

#### E.10 - Titres mis en équivalence

Les principales sociétés mises en équivalence sont :

(en milliers d'euros) 31.12.2009	% de capital détenu (1)	Contribution au résultat net (2)	Quote part de capitaux propres au bilan	Dividendes distribués au Groupe
Radmark (Afrique du Sud)	30,03%	375	1 193	(488)
Okey Radio* **	49,00%	(3 766)	(1 150)	
Gulli***	66,00%	(1 883)		
Virgin Mega	49,00%	(734)	(2 703)	
Autres		(298)	1 043	
<b>Total</b>		<b>(6 305)</b>	<b>(1 617)</b>	<b>(488)</b>

  

(en milliers d'euros) 31.12.2008	% de capital détenu (1)	Contribution au résultat net (2)	Quote part de capitaux propres au bilan	Dividendes distribués au Groupe
Radmark (Afrique du Sud)	30,03%	445	1 074	(194)
Euro Radio Saar (Allemagne)	49,00%	360	2 886	(294)
Gulli*	66,00%	(3 586)	0	
Virgin Mega	49,00%	(1 533)	(1 970)	
Autres		188	1 052	(172)
<b>Total</b>		<b>(4 126)</b>	<b>3 042</b>	<b>(660)</b>

(1) Pourcentage de contrôle par la société détentrice des titres

(2) Après amortissement des écarts d'acquisition

\* Consolidée par intégration globale jusqu'au 31 mars 2009.

\*\* Dont perte de valeur sur écart d'acquisition (3 474 k€)

\*\*\* la valeur des titres mis en équivalence de la société Gulli a été constatée en diminution des créances non courantes constitutives de son financement pour 20 596 k€ en 2008 et 22 479 k€ en 2009.

### **E.11 - Autres actifs non courants**

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

<b>Valeur nette</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
Titres disponibles à la vente	3 477	8 474
Prêts et créances	22 251	22 729
Instruments financiers dérivés		
<b>Total</b>	<b>25 728</b>	<b>31 203</b>

Les titres disponibles à la vente comprennent :

(en milliers d'euros)	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
Radio	3 437	3 848
Television et autres	40	4 626
<b>Total des titres de participation non consolidés</b>	<b>3 477</b>	<b>8 474</b>

Les prêts et créances se répartissent comme suit :

<b>Prêts et créances</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
Valeur brute	72 236	73 202
Dépréciation	(49 985)	(50 473)
<b>Valeur nette</b>	<b>22 251</b>	<b>22 729</b>
<b>Analyse de la dépréciation</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
Dépréciation à l'ouverture	(50 473)	(46 073)
Augmentation (diminution) de la dépréciation	(4 825)	(2 898)
Autres mouvements et écarts de conversion	5 313	(1 501)
<b>Dépréciation à la clôture</b>	<b>(49 985)</b>	<b>(50 473)</b>

## E.12 - Stocks et en-cours

Ils se ventilent comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
<b>Valeur Brute</b>		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	25 784	18 606
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	28 000	19 812
Autres	295	317
<b>Total Valeur brute</b>	<b>54 080</b>	<b>38 735</b>
<b>Dépréciations</b>		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(6 734)	(6 753)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	(400)	(400)
Autres	(18)	(45)
<b>Total Dépréciation</b>	<b>(7 152)</b>	<b>(7 198)</b>
<b>Valeur nette</b>		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	19 050	11 853
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	27 600	19 412
Autres	278	272
<b>Total Valeur nette</b>	<b>46 928</b>	<b>31 537</b>
<b>Analyse de la dépréciation</b>		
<b>Dépréciation à l'ouverture</b>		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(6 753)	(4 334)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	(400)	(400)
Autres	(45)	(276)
<b>Total Dépréciation à l'ouverture</b>	<b>(7 198)</b>	<b>(5 010)</b>
<b>(Augmentation) diminution de la dépréciation</b>		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(401)	(2 419)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	0	0
Autres	24	222
<b>Total (Augmentation) diminution de la dépréciation</b>	<b>(377)</b>	<b>(2 197)</b>
<b>Autres mouvements et écarts de conversion</b>		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	420	0
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	0	0
Autres	3	9
<b>Total Autres mouvements et écarts de conversion</b>	<b>423</b>	<b>9</b>
<b>Dépréciation à la clôture</b>		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(6 734)	(6 753)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	(400)	(400)
Autres	(18)	(45)
<b>Total Dépréciation à la clôture</b>	<b>(7 152)</b>	<b>(7 198)</b>



### E.13 - Créances clients

Les créances clients et leur valeur de réalisation se décomposent comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
Créances clients et comptes rattachés en valeur brute	294 210	385 092
Dépréciation	(18 377)	(22 714)
<b>Valeur nette</b>	<b>275 833</b>	<b>362 377</b>
<i>Dont</i>		
créances à moins de un an	275 833	362 377

  

	31.12.2009	31.12.2008
<b>Analyse de la dépréciation</b>		
Dépréciation à l'ouverture	(22 714)	(19 617)
(Augmentation) diminution de la dépréciation	1 235	(4 110)
Autres mouvements et écarts de conversion	3 102	1 013
<b>Dépréciation à la clôture</b>	<b>(18 377)</b>	<b>(22 714)</b>

Par ailleurs, les créances clients se décomposent comme suit :

	Non Echues	Echues depuis moins de 6 mois	Echues depuis plus de 6 mois	Total
Créances clients et comptes rattachés en valeur brute	192 062	27 707	74 441	294 210
Dépréciation	(333)	(1 600)	(16 444)	(18 377)
<b>Net</b>	<b>191 729</b>	<b>26 107</b>	<b>57 997</b>	<b>275 833</b>

#### Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou un débiteur viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du Groupe au risque de crédit n'est pas jugée significative compte tenu des types de marché sur lesquels se positionnent les différentes activités du Groupe et donc des caractéristiques de la clientèle qui en découlent.

L'encours clients présente un niveau de provisionnement stable d'un exercice sur l'autre, inférieur à 10 % de l'encours total.

D'une façon générale, le Groupe n'a pas connu dans le passé de taux de défaillance significatif.

En France comme à l'étranger, les créances sont majoritairement détenues à l'égard de clients locaux dont aucun ne représente un pourcentage élevé des ventes locales. Les clients nouveaux susceptibles d'engendrer un volume d'affaires important font généralement l'objet d'analyses ou de prises d'informations préalables (telles que notations externes ou référence bancaires) qui peuvent conduire à la mise en place de garanties spécifiques ou à la souscription d'assurances crédit. Egalement, des plafonds de crédit par contrepartie peuvent être fixés.

#### **E.14 - Autres actifs courants**

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
Avances et acomptes versés	4 378	3 397
Créances fiscales et sociales	65 551	94 339
Autres débiteurs	5 800	12 412
Prêts	30 547	30 778
Charges constatées d'avance	5 381	4 882
Autres créances diverses	4 706	14 655
<b>Total</b>	<b>116 362</b>	<b>160 463</b>
<b>Dépréciation</b>	<b>(23 227)</b>	<b>(24 373)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>93 135</b>	<b>136 090</b>
<i>Dont :</i>		
<i>Actifs à moins d'un an</i>	93 135	136 090
<i>Actifs à plus d'un an</i>		

<b>Analyse de la dépréciation</b>	<b>31.12.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
<b>Dépréciation à l'ouverture</b>	<b>(24 373)</b>	<b>(25 818)</b>
(Augmentation) diminution de la dépréciation	(110)	1 428
Autres mouvements et écarts de conversion	1 256	17
<b>Dépréciation à la clôture</b>	<b>(23 227)</b>	<b>(24 373)</b>

#### **E.15 - Trésorerie**

Au tableau de financement, la trésorerie courante est calculée comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	262 083	276 579
Concours financiers courants	(317 382)	(310 514)
<b>Trésorerie courante</b>	<b>(55 299)</b>	<b>(33 935)</b>

(en milliers d'euros)	31.12.2009	31.12.2008
Valeurs mobilières de placement	4 489	4 231
Disponibilités (hors comptes courants)	32 299	38 409
Comptes courants de trésorerie débiteurs	225 295	233 938
Concours bancaires courants	(26 828)	(44 131)
Comptes courants de trésorerie créditeurs	(290 554)	(266 382)
<b>Trésorerie courante</b>	<b>(55 299)</b>	<b>(33 935)</b>

## E.16 – Capitaux propres

### a) Capital

Au 31 décembre 2009, le capital social de Lagardere Active Broadcast s'élève à 24 740 565 € et est divisé en 1 649 371 actions de 15 € de nominal chacune, dont 353 005 avec droit de vote double, toutes entièrement libérées.

### b) Autres réserves

#### *Ecarts de conversion*

Les écarts de conversion correspondent aux différences de change liées à la conversion des états financiers des filiales étrangères et dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'Euro.

#### *Ecarts d'évaluation*

Les écarts d'évaluation incluent :

- les ajustements de valeur sur les instruments financiers dérivés relatifs à des couvertures de flux futurs ;
- les ajustements de valeur des titres disponibles à la vente.

### c) Intérêts minoritaires

La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et les résultats des sociétés consolidées se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Au bilan		Au compte de résultat	
	31.12.2009	31.12.2008	31.12.2009	31.12.2008
Radio et autres	3 638	2 489	(177)	2 166
Télévision	3 339	2 937	(1 845)	(813)
<b>Total</b>	<b>6 978</b>	<b>5 426</b>	<b>(2 022)</b>	<b>1 353</b>

**d) Engagements de rachat sur Intérêts minoritaires**

(en milliers d'euros)	Capitaux propres au 31.12.2009	Capitaux propres au 31.12.2008
Engagements de rachat sur intérêts minoritaires :		
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	(12 830)	-
Ecart d'acquisition	11 091	-
Intérêts Minoritaires	1 739	-

L'engagement de rachat des minoritaires porte sur les filiales entrantes de la production audiovisuelle, Merlin, Electron Libre et Carson Production.

Au bilan, lors de la comptabilisation initiale, l'engagement de rachat est comptabilisé, pour son montant estimé actualisé, en dettes financières par contrepartie des intérêts minoritaires et, pour le solde, en écart d'acquisition.

**E.17 - Provisions**

Les provisions courantes et non courantes s'analysent sous les principales rubriques suivantes :

(en milliers d'euros)	31.12.2009	31.12.2008
Provision pour retraite et charges assimilées	10 032	14 359
Provisions pour litiges	14 555	10 528
Provisions pour risques filiales	5 361	8 713
Provisions restructurations	8 554	3 211
Autres	45 336	47 608
<b>Total</b>	<b>83 838</b>	<b>84 420</b>
<i>Dont :</i>		
<i>part non courante</i>	<i>46 405</i>	<i>51 983</i>
<i>part courante</i>	<i>37 433</i>	<i>32 437</i>

**Provision pour retraite et charges assimilées**

(en milliers d'euros)	31.12.2009	31.12.2008
Ouverture	14 359	17 307
Coûts des services rendus	331	1 358
Coûts financiers	493	336
Réduction /liquidation	(142)	(38)
<b>Total Charges (Produits) nettes</b>	<b>682</b>	<b>1 656</b>
Prestations versées par l'employeur	(564)	(667)
Ecart actuariels	(138)	(589)
Autres (reclassement, variation périmètre)	(4 307)	(3 346)
<b>Total</b>	<b>10 032</b>	<b>14 359</b>

**Autres provisions**

(en milliers d'euros)	au 31.12.2008	dotations	reprises prov. utilisées	reprises prov. sans objet	Var. de périm.	Ecart de conv.	Reclass.	au 31.12.2009
Provisions pour litiges	10 528	6 137	(1 110)	(1 185)	0	4	181	14 555
Provisions pour risques filiales	8 713	1 467	(3 174)	(1 445)	0	2	(203)	5 361
Provisions restructurations	3 211	8 121	(1 343)	(475)	(960)	0	0	8 554
Autres	47 608	14 951	(8 745)	(7 316)	(924)	(57)	(181)	45 336
<b>Total</b>	<b>70 061</b>	<b>30 676</b>	<b>(14 372)</b>	<b>(10 421)</b>	<b>(1 884)</b>	<b>(51)</b>	<b>(203)</b>	<b>73 805</b>
Dont :								
<i>part non courante</i>	37 624	11 902	(5 055)	(6 915)	(924)	(57)	(202)	36 373
<i>part courante</i>	32 437	18 774	(9 317)	(3 506)	(960)	6	(1)	37 432

Les provisions pour litiges couvrent les risques identifiés à la clôture de l'exercice et sont évalués à partir d'une estimation des charges pouvant découler de ces litiges.

**E18 - Dettes financières****a) Composition des dettes financières du Groupe**

Les dettes financières du Groupe se décomposent comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
Emprunts auprès d'établissements de crédit	28 469	35 304
Dettes de location financement		
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	12 830	
Autres dettes financières	2 009	1 705
<b>Dettes financières non courantes</b>	<b>43 308</b>	<b>37 009</b>
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires		
Autres dettes financières	106	994
Découverts et soldes créditeurs de banques	26 828	44 131
Comptes courants de trésorerie créditeurs	290 554	266 382
<b>Dettes financières courantes</b>	<b>317 488</b>	<b>311 508</b>
<b>Total dettes financières</b>	<b>360 796</b>	<b>348 517</b>

**b) Ventilation par devises**

Au 31.12.2009	€	SEK	LEU	PLN	RUB	Total
Emprunts auprès d'établissements de crédit				28 469		28 469
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	12 830					12 830
Autres dettes financières	1 414		14		581	2 009
<b>Dettes financières non courantes</b>	<b>14 244</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>28 469</b>	<b>581</b>	<b>43 308</b>
Autres dettes financières					106	106
Découverts et soldes créditeurs de banques	26 828					26 828
Comptes courants de trésorerie créditeurs	290 554					290 554
<b>Dettes financières courantes</b>	<b>317 382</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>106</b>	<b>317 488</b>
<b>Total dettes financières</b>	<b>331 626</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>28 469</b>	<b>687</b>	<b>360 796</b>

Au 31.12.2008	€	SEK	LEU	PLN	RUB	Total
Emprunts auprès d'établissements de crédit				35 304		35 304
Autres dettes financières	1 285				420	1 705
<b>Dettes financières non courantes</b>	<b>1 285</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>35 304</b>	<b>420</b>	<b>37 009</b>
Autres dettes financières	108	775			111	994
Découverts et soldes créditeurs de banques	44 131					44 131
Comptes courants de trésorerie créditeurs	266 354	29				266 382
<b>Dettes financières courantes</b>	<b>310 593</b>	<b>803</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>311 508</b>
<b>Total dettes financières</b>	<b>311 888</b>	<b>803</b>	<b>0</b>	<b>35 304</b>	<b>531</b>	<b>348 517</b>

### c) Ventilation des dettes financières par échéance

Par échéance, les dettes financières se ventilent comme suit :

Par échéance - total consolidé	- 1 an (*)	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Emprunts auprès d'établissements de crédit		28 469		28 469
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires		11 918	912	12 830
Autres dettes financières	106	1 980	29	2 115
Découverts et soldes créditeurs de banques	26 828			26 828
Comptes courants de trésorerie créditeurs	290 554			290 554
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>317 488</b>	<b>42 367</b>	<b>941</b>	<b>360 796</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>311 508</b>	<b>36 981</b>	<b>28</b>	<b>348 517</b>

(\*) L'ensemble des passifs à moins d'un an est classé en tant que dettes financières courantes au bilan consolidé

### d) Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers correspondant à la valeur comptable.

#### E.19 - Autres passifs

Les autres passifs se décomposent comme suit :

	31.12.2009	31.12.2008
Dettes sur acquisition d'immobilisations	11 422	17 609
Autres passifs	3 494	3 794
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>14 916</b>	<b>21 403</b>
Dettes fiscales et sociales	83 413	108 586
Avances et acomptes	13 612	9 559
Autres créditeurs	13 189	12 588
Autres dettes diverses	13 805	28 980
Dettes sur acquisition d'immobilisations	4 900	9 758
Produits constatés d'avances	6 978	7 745
<b>Autres passifs courants</b>	<b>135 896</b>	<b>177 216</b>
<b>Total autres passifs</b>	<b>150 812</b>	<b>198 619</b>
<i>Dont :</i>		
Passifs à moins d'un an	135 896	177 216
Passifs à plus d'un an	14 916	21 403

## E.20 - Contrats de location simple

Le résultat opérationnel courant inclut une charge de loyer de 13.8 M€ au 31 décembre 2009.

Les montants des loyers nominaux futurs au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

	31.12.2009
2010	12 507
2011	5 830
2012	4 830
2013 et au delà	6 042
<b>Total</b>	<b>29 209</b>

## E.21 – Engagements, passifs et actifs éventuels.

### a) Engagements donnés

Il existe certains engagements hors bilan liés à l'exploitation normale des sociétés et essentiellement composés d'engagements d'acquisitions de droits audiovisuels.

Les autres engagements donnés sont :

(en milliers d'euros)	31.12.2009	31.12.2008
Cautions au profit de tiers		
Loyers non résiliables et garanties	32 221	34 108
Minimas garantie	6 673	2 783
Intérêts bancaires prévus sur dettes financières	856	5 799
<b>Total</b>	<b>39 750</b>	<b>42 690</b>

Par ailleurs, le Groupe s'est engagé à procéder au rachat des intérêts hors Groupe dans certaines co-entreprises ou entreprises sous influence notable dont le montant sera fixé suivant une évaluation contradictoire ou à dire d'experts au moment de la transaction.

Un engagement de rachat d'intérêts hors groupe sur la société Gulli a été enregistré pour une valeur de 13600 k€

### b) Litiges en cours

- Dans le cadre des accords conclus par Lagardere Active Broadcast en vue de la prise de contrôle de la société LV&Co et de son réseau radiophonique MFM (prise de contrôle qui n'avait pu aboutir en raison du défaut d'agrément du CSA), une série d'actions avaient été intentées par un actionnaire minoritaire de LV&Co, déçu de n'avoir pu, contrairement à son attente, acquérir la station parisienne Voltage (également propriété de LV&Co) face à des offres mieux disantes. Certaines de ces procédures visaient directement Lagardere Active Broadcast. Cet actionnaire minoritaire a été, à ce jour, débouté de toutes ses demandes.
- Enfin, des sociétés du Groupe Lagardere Active Broadcast sont impliquées dans un certain nombre d'autres procès ou de litiges dans le cours normal de leurs activités.

Les charges pouvant découler de ces litiges, estimées probables par les sociétés et leurs conseils, ont fait l'objet de provisions d'un montant suffisant.

## E.22 - Rémunération des dirigeants

Les rémunérations brutes versées aux dirigeants (salaires fixes, variables et primes, avantages en nature, émoluments, indemnités de fin de contrat et autres avantages) se sont globalement élevées à 3 749 K€ en 2008 et 3 811 K€ en 2009. Par ailleurs, le Groupe Lagardère a procédé à l'attribution à ses cadres dirigeants de 37 500 actions gratuites dans le cadre du plan 2009.

## E.23 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

## E.24 - Société mère consolidante

Les comptes consolidés du Groupe sont inclus dans les comptes consolidés de Lagardère SCA.

## E.25 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

(en milliers d'euros)	2009					
	Mazars		Claude Palméro		François BRYCH	
Commissariat aux comptes et missions accessoires	674	100%	120	100%	16	100%
Autres prestations (juridique, fiscal, social, ...)	0	0%	0	0%	0	0%
Total	674		120		0	

(en milliers d'euros)	2008					
	Mazars		Claude Palméro		François BRYCH	
Commissariat aux comptes et missions accessoires	737	100%	133	100%	16	100%
Autres prestations (juridique, fiscal, social, ...)	0		0	0%	0	0%
Total	737		133		16	



## F – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### F.1 - Sociétés consolidées par intégration globale

#### Radios

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
107.8 ANTENNE AC GMBH	Merzbrück 214 - 52146 WÜRSELEN (ALLEMAGNE)		51,14%	51,14%
107.8 ANTENNE AC GMBH & CO.KG	Merzbrück 214 - 52146 WÜRSELEN (ALLEMAGNE)		51,14%	51,14%
AD.POINT	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
AVA PRESS (MELODIA ST. UKV)	13-a, rue Akademika Pavlova, 197022 ST-PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	100,00%
C.E.R.T.- E1	58/60 Richard Wagner Strasse 66 111 SARREBRUCK (ALLEMAGNE)		99,81%	99,81%
EDI POLOGNE	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	420 304 180	100,00%	100,00%
EDI ROMANIA	Intrarea Camil Petrescu. Nr. 5 Sector 1 Bucarest ROUMANIE		99,16%	99,16%
EKBY (MELODIA ST. PET. FM)	13, bâtiment 2, rue Baikonurskaya, 197227 ST-PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	100,00%
EPFU	12, rue Melnykova 04050, Kyev, UKRAINE		100,00%	99,18%
EURO RADIO SAAR	58/60 Richard Wagner Strasse 66 111 SARREBRUCK (ALLEMAGNE)		51,14%	51,14%
EUROPA MEDIA GROUPE	19, Rue Akademika Koroleva 127427 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
EUROPA PLUS FRANCE	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	354 076 176	100,00%	100,00%
EUROPA PLUS NIJNI NOVGOROD	9a, rue Belinskogo, 603 600 NIJNI NOVGOROD (RUSSIE)		100,00%	99,18%
EUROPA PLUS ST PETERSBOURG ZAO	47, Rue Professora Popova 197346 St-PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	99,18%
EUROPA PLUS VYBORG	21 A, Leningradskoye chaussée, Région Léninegradski 188800 VYBORG (RUSSIE)		100,00%	99,18%
GROUPE EUROPA PLUS ZAO	19, Rue Akademika Koroleva 127427 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
EUROPE 1 INTERACTIVE	121 ave de Malakoff- 75016 PARIS		99,90%	100,00%
EUROPE 1 SPORT	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	450 964 937	100,00%	100,00%
EUROPE 1 TELECOMPAGNIE	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	542 168 463	99,90%	100,00%
EUROPE 2 COMMUNICATION	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	339 696 072	100,00%	100,00%
EUROPE 2 ENTREPRISES	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	352 819 577	100,00%	100,00%
EUROPE 2 PRAGUE	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
EUROPE DEV. CZECH REPUBLIC	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
EUROPE NEWS	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	343 508 750	99,90%	100,00%
EUROZET	ul. Zurawia 8 - 00-503, VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
EUROZET CONSULTING POLAND	Ul. Zurawia 8, 00-503 Warszawa (POLOGNE)		100,00%	100,00%
FM HOLDING	16, bâtiment 3, Place Spartakovskaya, 105082 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
FM JAZZ SP ZOO	Ul. Narbutta 41/43, 02-536 Warszawa (Pologne)		100,00%	100,00%
FORWARD-MEDIA	Grosslingová 4, Bratislava, 811 09 (REPUBLIQUE SLOVAQUE)		100,00%	100,00%
FRANKFURT BUSINESS RADIO GMBH	Rüsselsheimer Str. 22, 60 326 FRANKFURT AM MAIN (ALLEMAGNE)		67,16%	67,29%
INFINITIV	Nam. Hrdinu 8, PRAGUE 4 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
INTEGRATED NETWORKS	Per.7, Starokoptevsky 125239 MOSCOU (RUSSIE)		51,00%	99,18%
LAGARDERE ACTIVE FM - RFM	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	441 942 760	100,00%	100,00%
LAGARDERE ACTIVE RADIO INTERN.	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	388 404 717	100,00%	100,00%
LARI DEUTSCHLAND GMBH	58/60 Richard Wagner Strasse 66 111 SARREBRUCK (ALLEMAGNE)		100,00%	100,00%
LAROCCO GROUP	9/2, Rue Spiridonovka, bâtiment 4-103001 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	99,18%
MEDIA PLUS MOSCOW ZAO	32, Rue Konstantinoiva, bâtiment 1-129 278 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
MEDIA PLUS REGION	77, Moskovskoye chausse, 443090 SAMARA (RUSSIE)		51,00%	99,18%
MWT	34, Komsomolski prospect, 614600 PERM (RUSSIE)		51,00%	99,18%
MUZYKA JAZZ RADIO	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
NOVOE PODMOSKOVYE	26, sale 313, rue Lipetskaya, 115404 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
OMEGA	19 A, rue Kuussinen, 125252 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	99,18%
PERFORMANCES	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	327 655 551	100,00%	100,00%

PROMOTION ET SPECTACLES D'E1	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	632 042 495	99,90%	100,00%
PUH HITT	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
PUH HITT BIELSKO	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
R.R.M SLOVAKIA	Grosslíngová 4, Bratislava, 811 09 (REPUBLIQUE SLOVAQUE)		100,00%	100,00%
R.R.M. PRAGUE	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RADIO 4 IN 1	Rüsselsheimer Str. 22, 60 326 FRANKFURT AM MAIN (ALLEMAGNE)		67,16%	100,00%
RADIO BONTON	Zeleny Pruh 99, PRAGUE 4 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RADIO FM	2 rue Zoologitcheskaya, 123242 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	99,18%
RADIO FM ST PETERSBOURG	4-6A, rue Malaya Pouchkarskaya, bureau 1H, 197198 St-PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	99,18%
RADIO KATUSHA (ELDORADIO)	13-a, rue Akademika Pavlova, 197022 ST-PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	100,00%
RADIO LAS VEGAS	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIO MERCHANDISING COMPANY	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RADIO PLUS POLSKA	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		80,00%	80,00%
RADIO PLUS POLSKA ZACHOD	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		64,00%	80,00%
RADIO POGODA	Ul. Traugutta 25 ; 90-113 Lodz - POLOGNE		100,00%	100,00%
RADIO REGION (MELODIA MOSCOW)	26, sale 313, rue Lipetskaya, 115404 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
RADIO RETRO ZAO	15, Rue Akademika Koroleva 127427 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	99,18%
RADIO SBB RODLO	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIO STACJA	ul. Konopnickiej 6, 00-491 VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIO VOLNA	15, rue Lodiguina, bureau 1140, 620049 EKATERINBOURG (RUSSIE)		51,00%	99,18%
RADIO WARMIA MAZURY	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIO WARTA	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RETRO NOVOSIBIRSK	77B, Krasni prospekt, 630031 NOVOSIBIRSK (RUSSIE)		51,00%	99,18%
RFM ENTREPRISES	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	405 188 871	100,00%	100,00%
RFM RESEAU NORD	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	338 332 419	100,00%	100,00%
RFM RESEAU SUD	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	382 002 509	100,00%	100,00%
RG FREKVENCE 1	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RMI FM (Media Poznan)	Ul. Mickiewicza 28, 60-836 Poznan (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RRM BUCAREST	Intrarea Camil Petrescu. Nr. 5 Sector 1 BUCAREST (ROUMANIE)		100,00%	100,00%
RTS INFORM	32, bldg 15, Nigegorodskia ul , 109029 MOSCOU - RUSSIE		100,00%	99,18%
SAC (RADIO 7)	16, batiment 3, Place Spartakovskaya, 105082 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
SPECTRUM FM	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
SPOLKA PODUCENCKA PLUS POLSKA	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		89,80%	89,80%
STUDIO ZET	ul.Zurawia 8 - 00-503, Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
VIRGIN RADIO RESEAU NORD	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	381 127 661	100,00%	100,00%
VIRGIN RADIO RESEAU SUD	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	382 002 509	100,00%	100,00%

### Edition de Chaînes Thématiques

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
CANAL J	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	343 509 048	100,00%	100,00%
JEUNESSE INTERACTIVE	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	491 848 222	100,00%	100,00%
LAGARDERE THEMATIQUES	32, Rue François 1er - 75008 PARIS	350 787 594	100,00%	100,00%
LTI VOSTOK	31 Rue Chabolovka 115162 Moscou		100,00%	100,00%
MCM	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	384 939 484	100,00%	100,00%
MEZZO	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	418 141 685	60,00%	60,00%

## Production et distribution Audiovisuelle

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
AMAYA TECHNISONOR	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	542 088 604	100,00%	100,00%
ANGEL PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	384 015 491	100,00%	100,00%
ATLANTIQUE PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	324 873 421	100,00%	100,00%
AUBES PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	429 138 019	100,00%	100,00%
CAPITAL IMAGE	64, rue du Château - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	453 909 848	100,00%	100,00%
CARSON PROD	27 rue Marbeuf 75008 PARIS	438 557 282	69,99%	100,00%
DEMD PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	377 608 377	100,00%	100,00%
EDITIONS MUSICALES FR. 1ER	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	381 649 771	100,00%	100,00%
ELECTRON LIBRE PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	449 448 372	51,00%	51,00%
EUROPE IMAGES INTERNATIONAL	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	339 412 611	100,00%	100,00%
GMT PRODUCTIONS	64, rue du Château - 92100 BOULOGNE	342 171 667	100,00%	100,00%
HACHETTE PREMIERE & CIE	25, Rue François 1er - 75008 PARIS	334 805 686	100,00%	100,00%
IMAGE ET COMPAGNIE	14, rue Pergolèse - 75 116 Paris	334 027 620	100,00%	100,00%
LAGARDERE ENTERTAINMENT	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	309 001 477	100,00%	100,00%
LAGARDERE ACTIVE TV	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	334 595 881	100,00%	100,00%
LAGARDERE MEDIA CONSULTING	25, Rue François 1er - 75008 PARIS	307 718 320	100,00%	100,00%
LAGARDERE TELEVISION INTERNATIONAL.	149, Anatole France 92100 LEVALLOIS -PERRET	612 039 164	100,00%	100,00%
LEO VISION	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	383 160 942	100,00%	100,00%
LES PRODUCTIONS 22	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	423 324 862	100,00%	100,00%
MAXIMAL NEWS TELEVISION	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	384 316 907	100,00%	100,00%
MAXIMAL PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	432 608 313	100,00%	100,00%
MERLIN HOLDING	32 place Saint Georges 75009 PARIS	451 099 402	55,30%	55,30%
TIMOOON ANIMATION	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	448 829 275	100,00%	100,00%

## Hors pôles

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
EUROPE 1 IMMOBILIER	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	622 009 959	89,93%	90,00%

## F.2 - Sociétés consolidées par mise en équivalence

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
VIRGIN MEGA	52, Avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS	432 573 806	49,00%	49,00%
NOUVELLES TELEVISIONS NUMER.	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	449 779 487	40,00%	40,00%
GULLI (JEUNESSE TV)	12, rue d'Oradour-sur-Glane 75015 PARIS	480 937 184	66,00%	66,00%
RADMARK	Melis court 1-3 Meli road Rivogna 2128 (AFRIQUE DU SUD)		30,00%	50,03%
ACCELERATION MEDIA	4th Floor, Longkloof Studios, Darters Road, Gardens 8001, Cape Town (Afrique du Sud)		50,00%	50,00%
MAX LOYD	Wenzigova 4/1872 - 120 00 PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		33,99%	34,00%
RADIO 21	Calea Victoriei nr.224, bl D5, et. 9, ap.33, 35A, 36 Sector 1 BUCAREST (ROUMANIE)		20,00%	20,00%
OKEY RADIO	Seberíniho 1, 821 03 Bratislava (REPUBLIQUE SLOVAQUE)		51,00%	49,00%
RADIO 3000	Kehrweg 11, 4700 EUPEN (BELGIQUE)		25,06%	24,01%

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU REVISEUR SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaires aux Comptes et de Réviseur de la société Lagardère Active Broadcast, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Lagardère Active Broadcast, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1 - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## 2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce français relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé dans la note C.10 de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe Lagardère Active Broadcast réalise au moins annuellement un test de dépréciation des immobilisations incorporelles et des écarts d'acquisition. Nous avons apprécié les hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination de la valeur recouvrable de ces actifs à des fins de comparaison avec leur valeur comptable. Cette valeur recouvrable et appréhendée principalement sur la base de prévisions de flux de trésorerie actualisés qui ont été préparées à la fin de l'année 2009. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère approprié de l'information figurant au sein de l'annexe aux comptes consolidés relative aux prévisions de flux de trésorerie actualisés retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Monaco et Courbevoie, le 18 mars 2010

Le Réviseur

Les Commissaires aux comptes

MAZARS  
Représenté  
par Bruno BALAIRE

François BRYCH

Claude PALMERO

**RAPPORT DU PRESIDENT  
SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
ET LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE  
AU COURS DE L'EXERCICE 2009**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce issu de la Loi n°2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003 de Sécurité Financière, nous vous présentons un rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et aux procédures de contrôle interne mises en place dans notre Société.

**I. CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**A/ Présentation générale du Conseil d'Administration au 31 décembre 2009**

		Date de nomination	Date d'expiration du mandat
Président Délégué	M. Didier Quillot	07.03.2007	AGO 2011
Administrateur Délégué	M.Edward Russo	17.09.2008	AGO 2010
Administrateur Délégué	M. Jean-Pierre Cottet	27.04.2004	AGO 2010
Administrateur	M. Thierry Funck-Brentano	27.04.2004	AGO 2010
Administrateur	M. Pierre Leroy	02.09.2004	AGO 2010
Administrateur	M. Thierry Orsini	03.09.2009	AGO 2011
Administrateur	Lagardère Active	27.02.2008	AGO 2010
Administrateur	représentée par M. Alexandre Bompard Hachette SA	02.09.2004	AGO 2010
	représentée par M. Dominique D'Hinnin		

**B/ Organisation et fonctionnement du Conseil**

**1. Organisation**

Le Conseil d'Administration de Lagardère Active Broadcast («la Société») est actuellement composé de huit administrateurs, dont le Président Délégué et deux Administrateurs Délégués.

Les administrateurs détiennent chacun trois actions liées à l'exercice de leur mandat.

**2. Fonctionnement**

Le Conseil se réunit en tant que de besoin et au moins deux fois par an, pour arrêter les comptes semestriels et annuels. C'est l'occasion de procéder à une revue des activités, d'évoquer les évolutions du marché et de la concurrence, les dossiers d'actualité et de confirmer les axes stratégiques.

Les séances du Conseil ont en moyenne une durée d'une heure et demie.

Des dossiers chiffrés sur les points abordés par le Conseil sont préparés par la Direction Juridique et la Direction Financière de la Société, sous le contrôle de la Direction Générale, et sont remis aux administrateurs préalablement à chaque réunion. Chaque question abordée fait l'objet d'un débat entre les administrateurs et est soumise au vote à l'issue de la discussion.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à toutes les réunions du Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil sont établis et soumis aux administrateurs avant signature. Ils sont régulièrement reportés dans le registre des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

## II - PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE AU SEIN DE LA SOCIETE

### A/ Objet des procédures de contrôle interne

Pour le bon fonctionnement de l'entreprise, la Société est dotée de procédures de contrôle interne. Ces procédures ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisations des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise,
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne mis en place par Lagardère Active Broadcast est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes. Cependant, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que tous les risques sont totalement éliminés.

### B/ Description de l'organisation générale du contrôle interne

Lagardère Active Broadcast est une société anonyme de droit monégasque, détenue à 99,24 % par Lagardère Active, filiale à 100 % de Lagardère SCA. Le solde des actions composant le capital sont cotées à la Bourse de Paris (Euronext, compartiment B). A ce titre, la Société est soumise aux obligations de publication de toute entreprise faisant appel public à l'épargne.

Le groupe Lagardère Active Broadcast opère dans deux secteurs différents :

- la radio : cette activité concerne le pôle Europe 1, le pôle FM et les radios à l'étranger, principalement en Europe de l'Est,
- la télévision : cette activité concerne l'édition de chaînes thématiques, la production de programmes de télévision et la distribution de droits audiovisuels,

Les activités du groupe Lagardère Active Broadcast sont essentiellement situées en France où il a réalisé 73 % de son chiffre d'affaires consolidé en 2009.

Les acteurs exerçant des activités de contrôle pour la Société et ses filiales sont pour la plupart réunis dans des sociétés filiales du groupe Lagardère Active.

Le groupe Lagardère Active regroupe l'ensemble des moyens communs aux différentes filiales de la Société et refacture la plus grande partie de ses coûts aux sociétés qui en bénéficient. Les différents services qui la composent sont les suivants :

- Au sein de la **Direction Financière**, le service comptable établit les comptes sociaux de près de 60 filiales françaises de la Société (essentiellement les activités hors télévision), ainsi que les déclarations fiscales, le suivi des contrôles fiscaux et les réponses aux demandes des commissaires aux comptes. Le service trésorerie assure la centralisation quotidienne de la trésorerie de l'ensemble des filiales du Groupe à l'exception de celles situées à l'étranger, l'administration des comptes bancaires et le suivi des relations avec les banques. Les services de contrôle de gestion et de consolidation sont chargés du *reporting* de gestion et de l'établissement des comptes consolidés.
- Les **Ressources Humaines** assurent la gestion des ressources humaines, en coordination avec les DRH opérationnelles rattachées aux pôles d'activité (pôle musique et télévision), la gestion des contentieux et de leurs aspects juridiques. Le service du personnel prend en charge l'administration du personnel ainsi que l'établissement de la paie.
- La **Direction Juridique** est le garant de la sécurité juridique et fiscale des opérations du groupe Lagardère Active Broadcast. Elle assure ou supervise le secrétariat juridique de l'ensemble des sociétés françaises, intervient sur toute opération d'acquisition ou de restructuration, valide les contrats et suit les litiges.

- La **Direction Technique** gère les moyens techniques des radios, à Paris comme en province, et plus généralement sur le site de la rue François 1er (y compris les salles de montage des chaînes musicales), ainsi que l'exploitation technique pour le pôle FM. Elle assure par ailleurs la diffusion des radios du groupe. Les Services Généraux gèrent l'ensemble des services généraux pour le site François 1er et pour les sites dont les baux sont portés par Europe 1 Immobilier. Ils interviennent en conseil sur les autres sites.
- La **Direction des Systèmes d'Information** gère l'ensemble des systèmes informatiques et télécoms du groupe Lagardère Active Broadcast, à l'exception de l'informatique antenne des radios et des chaînes thématiques, et mettent en œuvre les projets informatiques des filiales. La Direction des Systèmes d'Information est chargée de la politique de sécurité des systèmes d'information, en coordination avec les services informatiques du Groupe Lagardère.
- La **Direction de la Communication et du Marketing** coordonne les politiques de communication des différentes entités du groupe Lagardère Active Broadcast, et plus particulièrement les relations avec la presse, et gère opérationnellement la communication d'Europe 1.

Tout en donnant aux activités opérationnelles les moyens de se concentrer sur leurs cœurs de métiers, cette organisation répond au double objectif de synergie et de contrôle :

- mutualiser les coûts et générer des économies (synergies dans les équipes, partage d'infrastructures, puissance de négociation avec les fournisseurs, ...),
- diluer les risques liés au taux de rotation du personnel par rapport à une organisation décentralisée où, en raison de la taille restreinte des structures locales, quelques individus deviennent clés sinon par leurs compétences au moins par leurs connaissances,
- maintenir à un niveau élevé de qualité la gestion fonctionnelle, notamment en termes de sécurité, tout en limitant les coûts pour les filiales, pour répondre aux problématiques d'appartenance à un grand groupe,
- maintenir en central un contrôle suffisant sur les activités opérationnelles,
- assurer une certaine séparation des tâches et une indépendance des fonctions centralisées vis-à-vis des opérationnels,
- diffuser sans délai et avec un minimum de distorsion la culture du management de la Société en terme de contrôle interne,
- tendre vers un fonctionnement plus coordonné d'activités diversifiées.

Les activités fonctionnelles couvertes par le groupe Lagardère Active peuvent néanmoins exister au sein des organisations définies par les activités opérationnelles : elles correspondent alors à des aspects spécifiques, directement liés aux métiers ou aux produits, pour lesquels des compétences particulières sont utiles, de même que l'immédiate proximité des décideurs de l'activité opérationnelle, ou encore des contraintes matérielles ou techniques, rendant difficile la remontée des informations au niveau central.

Quatre niveaux de contrôle sont pratiqués pour assurer la sécurité du dispositif au sein de la Société et de ses filiales :

- le premier niveau est exercé par le responsable de chaque collaborateur sur les opérations (commerciales, techniques, financières, juridiques, etc.),
- le deuxième niveau est exercé par les contrôleurs de gestion dédiés à la Société et ses filiales, entre lesquelles il existe une très forte concertation,
- le troisième niveau est exercé par la Direction Générale et/ou la Direction Financière de la Société et de ses filiales,
- le quatrième niveau est exercé dans le cadre d'un contrôle externe, notamment par les commissaires aux comptes de la Société et de chacune de ses filiales, mais aussi par le Groupe Lagardère, actionnaire majoritaire de la Société, via ses services, en particulier le Contrôle de Gestion, l'Audit Interne, la Direction Juridique ou la Direction des Risques.

Les trois premiers niveaux sont exercés au sein de la Société et de chacune de ses filiales selon des procédures définies par la Société.

La campagne d'auto-évaluation du contrôle interne menée fin 2007 a montré que les processus de contrôle étaient globalement bien maîtrisés. Aucune défaillance ou insuffisance grave du contrôle interne n'a été identifiée.

## 1. Les acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle

- a) La **Direction Générale** de la Société est assurée par le Président Délégué assisté de deux Administrateurs Délégués. Les responsables opérationnels de chaque pôle rapportent directement au Président Délégué.

Le contrôle exercé par la Direction Générale s'effectue au travers du Conseil d'Administration de la Société et de différents comités du groupe Lagardère Active :

Le comité exécutif se réunit une fois par semaine sous la présidence de Didier Quillot qui regroupe les directeurs des principaux départements.

Le comité international se réunit deux fois par an. Il est composé de neuf membres qui représentent l'ensemble des activités opérationnelles et fonctionnelles internationales.

- b) La Direction Financière s'appuie pour l'exercice de son contrôle, sur une Direction des Comptabilités et de la Trésorerie, un Contrôle de Gestion central et un service de Consolidation.

#### La Direction des Comptabilités et de la Trésorerie

- tient la comptabilité de la Société et de la plupart de ses filiales,
- s'assure du respect des normes comptables françaises et de la législation fiscale,
- dans le cadre des clôtures trimestrielles, a en charge la saisie, pour chaque société consolidée du groupe Lagardère Active Broadcast, d'une liasse de consolidation selon la procédure de *reporting* définie par le Groupe Lagardère,
- vérifie le respect des procédures relatives à la signature des factures avant paiement et au respect des plafonds de signature sur les moyens de paiement,
- établit les clôtures annuelles et les états de synthèse qui sont examinés par les auditeurs externes (Commissaires aux Comptes),
- produit la facturation pour la Société et ses filiales.
- gère au quotidien la trésorerie de la Société et de la quasi-totalité de ses filiales, à l'exception de celles situées à l'étranger.

#### Le Contrôle de Gestion

- est fortement impliqué auprès de chaque responsable d'activité dans la gestion quotidienne et les projets de développement des entreprises dont il assure le suivi,
- élabore le budget avec les responsables opérationnels des activités concernées,
- rend compte du suivi du budget et de l'évolution de l'activité,
- établit un *reporting* mensuel présenté et discuté avec le Groupe Lagardère selon la procédure de reporting définie par le Groupe Lagardère.

- c) La Direction Juridique coiffe la totalité des juristes des filiales du groupe et :

- assure le suivi de tous les litiges, en collaboration avec des cabinets d'avocats et informe la Direction Générale de la Société,
- participe auprès des opérationnels aux négociations de la plupart des contrats et de façon systématique pour les contrats les plus importants,
- rédige les contrats ou propose des modifications aux projets proposés par des tiers,
- tient le secrétariat juridique de la totalité des filiales françaises du groupe Lagardère Active Broadcast,
- assure le suivi fiscal de la Société et de la plupart de ses filiales,
- suit les mouvements de l'actionnariat de la Société,
- rédige également des notes destinées à la Direction Générale et aux opérationnels sur des problématiques juridiques diverses liées à l'actualité opérationnelle de la Société et de ses filiales ou à des évolutions légales ou jurisprudentielles.

La Société fait appel à la Direction Juridique du Groupe Lagardère pour la négociation et/ou la rédaction des contrats et/ou le suivi des litiges, lorsque leur impact est jugé significatif pour le Groupe Lagardère du point de vue financier ou en terme d'image. De même, la Société fait régulièrement appel à des avocats pour la négociation et/ou la rédaction de contrats et/ou le suivi des litiges les plus importants.

- d) La Direction des Ressources Humaines a en charge :

- la rédaction et le suivi des contrats de travail des salariés de la Société et des différentes filiales,
- les relations avec les délégués du personnel et/ou le comité d'entreprise,
- la gestion des congés et des absences,
- le respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité,
- l'élaboration et la mise en œuvre du règlement intérieur,
- l'administration du personnel (déclarations, relations avec les organismes sociaux, établissement de la paie de la majorité des filiales de la Société).

La Société fait également appel à des avocats, en particulier pour la négociation et/ou la rédaction des contrats les plus importants et le suivi des litiges, notamment prud'homaux.



e) La **Direction des Systèmes d'Information** veille à la sécurité et au bon fonctionnement des systèmes informatiques utilisés sur les différents sites du groupe.

## **2. Dispositif de contrôle de l'information financière et des circuits financiers**

Le dispositif de contrôle de l'information financière et des circuits financiers se traduit par (i) l'existence et la pratique régulière de *reporting* par l'intermédiaire de procédures, (ii) la tenue de comités et (iii) la mise en œuvre de moyens ou actions spécifiques.

La Société et ses filiales sont soumises à l'ensemble des procédures de contrôle de l'information financière et des circuits financiers définis par le Groupe Lagardère, lesquelles sont décrites dans le document de référence de Lagardère SCA.

### **2.1 Fonctionnement du reporting**

#### **a) Comptabilité sociale**

La comptabilité sociale de la Société et de ses filiales françaises est effectuée par les services comptables du groupe Lagardère Active ou, le cas échéant, les comptables des filiales, rattachés à la Direction des Comptabilités et de la Trésorerie.

La Société et ses filiales effectuent un arrêté de gestion mensuel et un arrêté comptable trimestriel. Les comptes sociaux de la Société et de ses filiales font l'objet d'une revue semestrielle par leurs Commissaires aux comptes.

#### **b) Comptes consolidés**

Les comptables du groupe Lagardère Active ou ceux des filiales du groupe Lagardère Active Broadcast renseignent chaque arrêté trimestriel dans la base de consolidation.

Dès lors, le service de Consolidation de la Société a accès à l'ensemble des données comptables trimestrielles des sociétés consolidées.

La Société et ses filiales utilisent toutes le logiciel de consolidation et de *reporting* mis en place au sein du groupe Lagardère Active Broadcast. Par ailleurs, les données budgétaires de la Société et de ses filiales et les révisions des prévisions budgétaires sont saisies dans ce logiciel, permettant ainsi des comparaisons mensuelles.

Pour les besoins du Groupe Lagardère, les comptes consolidés de la Société sont saisis mensuellement dans le logiciel de consolidation et de *reporting* mis en place au sein du groupe Lagardère. Ce logiciel comporte un grand nombre de contrôles de cohérence.

#### **c) Budgets**

Un planning de réalisation interne du budget de la Société et de ses filiales est réalisé par la Direction Financière. Chacun des responsables opérationnels et fonctionnels est chargé de préparer son budget avec le contrôleur de gestion en charge de son entité, selon la procédure budgétaire interne du groupe Lagardère Active Broadcast, puis de présenter ce budget à la Direction Financière et à la Direction Générale.

Le document de synthèse *Budget-Plan* présente et commente les indicateurs tels que chiffre d'affaires, résultat opérationnel, résultat financier, fonds opérationnels employés et trésorerie.

Le budget-plan de la Société et de ses filiales est examiné annuellement par le Comité Financier du groupe Lagardère.

Une comparaison du budget plan et des données comptables consolidées est effectuée mensuellement par le contrôleur de gestion de la branche.

Les réestimés de fin d'année de la Société et de ses filiales sont renseignés en tant que de besoin et au minimum trois fois par an dans les bases de *reporting*.

Dans le cadre des procédures mises en place par le groupe Lagardère, l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles est soumis à des tests de valeur annuels, selon les méthodes des multiples boursiers, des flux actualisés, et éventuellement des transactions comparables.

#### **d) Comités et/ou réunions de reporting**

Le *reporting* mensuel de chaque activité accompagné d'une note de commentaires expliquant les principaux écarts avec le budget fait l'objet d'une discussion entre la Direction Financière et les contrôleurs de gestion.

Sur la base de ces éléments, les supports de synthèse du *reporting* mensuel sont préparés sous la responsabilité de la Direction Financière pour les besoins de la Direction Générale et pour répondre au suivi exercé par le groupe Lagardère.

Un Comité de Reporting de la branche Lagardère Active est organisé mensuellement par le Directeur Financier et les équipes du Contrôle de Gestion central du groupe Lagardère.

Ces réunions ont pour finalité :

- d'opérer un suivi financier de la Société (résultats financiers et état des indicateurs atteints au cours du mois précédent en les comparant au budget),
- de suivre les grandes orientations opérationnelles de la Société et de ses filiales.

#### **2.2 Sécurisation des circuits financiers**

##### **a) Engagements**

Sont soumis à la procédure d'investissement mise en place par le Groupe Lagardère les investissements ou désinvestissements financiers quel que soit leur montant.

Les opérations courantes sont engagées par les responsables des services concernés dans le cadre de leur budget.

En règle générale, les engagements significatifs de la Société et de ses filiales non budgétés nécessitent l'accord de la Direction Financière et de la Direction Générale.

##### **b) Financement**

La Direction de la Trésorerie du groupe Lagardère Active gère la trésorerie de la Société et de ses filiales françaises quotidiennement, en relation avec la Direction Financière de la Société. Elle tient à jour un état permanent des positions bancaires.

Elle supervise l'ensemble des relations bancaires de la Société et de ses filiales. Le recours par la Société et ses filiales au financement bancaire est soumis aux règles établies par le Groupe Lagardère.

##### **c) Audit**

La Société et ses filiales, en tant qu'entités du groupe Lagardère Active, font l'objet d'audits de leurs principaux cycles économiques et financiers de la part de la Direction de l'Audit du groupe Lagardère.

##### **d) Délégations**

Les pouvoirs bancaires au sein de la Société sont formalisés.

##### **e) Systèmes informatiques**

Un ensemble de mesures de protection contre l'intrusion et contre l'interruption de service des systèmes informatiques est mis en place au sein de la Société et de ses filiales.

Une charte d'utilisation des systèmes informatiques s'impose à l'ensemble des salariés de la Société et de ses filiales.

#### **2.3 Contrôle de la conformité aux lois et réglementations en vigueur**

Les procédures relatives au respect des lois et réglementations spécifiques applicables à la Société font l'objet d'un suivi régulier par les organes de direction de la Société, par l'intermédiaire de la Direction Juridique et/ou des conseils extérieurs de la Société.

De même, les procédures relatives au respect des lois et réglementations spécifiques applicables aux filiales de la Société font l'objet d'un suivi régulier par les organes de direction de ces filiales, par la Direction Juridique et/ou leurs conseils extérieurs.

Les contentieux de la Société et de ses filiales sont gérés par :

- les juristes et/ou les conseils extérieurs des filiales, notamment à l'étranger,
- la Direction Juridique, en relation avec ses conseils extérieurs,
- le cas échéant par la Direction Juridique du groupe Lagardère lorsque l'impact de ces contentieux est jugé significatif pour le groupe Lagardère du point de vue financier ou en terme d'image.

Vous allez maintenant prendre connaissance du rapport de vos Commissaires aux comptes contenant leurs observations sur le présent rapport dans sa partie relative à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Le Président Délégué

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU REVISEUR ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 225-235 DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE LAGARDERE ACTIVE BROADCAST**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et de Réviseur de la société LAGARDERE ACTIVE BROADCAST et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce français, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du conseil d'administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce français au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce français, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce français.

### **Autres Informations**

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce français.

Monaco et Courbevoie, le 18 mars 2010

Le Réviseur

Les Commissaires aux comptes

MAZARS  
Représenté  
par Bruno BALAIRE

François BRYCH

Claude PALMERO